



Organisation
internationale
du Travail



► Finance Solidaire

Rapport annuel 2021



The background of the page is composed of several large, overlapping triangles in a vibrant blue color against a white background. These triangles are arranged in a way that creates a dynamic, geometric pattern. One large triangle points towards the top right, while others are positioned below it, creating a sense of depth and movement.

► **Finance Solidaire**
Rapport annuel 2021

Copyright © Organisation internationale du Travail 2022
Première édition 2022

Les publications de l'Organisation internationale du Travail (OIT) jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN 978-92-2-037158-9 (PDF Web)

Egalement disponible en espagnol: *Finanzas Solidarias: Informe Anual 2021*, 978-92-2-037159-6 (PDF Web); anglais: *Social Finance: Annual Report 2021* (978-92-2-037157-2 (PDF Web)).

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Photo credit
Couverture© ILO, Marcel Crozet

Imprimé en Suisse

► Sommaire

Acronymes et abréviations	2
Préface	3
Mesurer nos progrès	5
1. Inclusion financière	7
1.1 Paiement numérique des salaires	8
1.2 Solutions intégrées de gestion des risques	9
1.3 Inclusion financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil	11
Intervention au niveau politique pour l'inclusion financière des personnes déplacées de force	13
Intervention au niveau de l'offre : aider les institutions financières à s'ouvrir à de nouveaux segments de clientèle	14
Intervention au niveau de la demande : améliorer l'éducation financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil	14
1.4 S'attaquer aux causes profondes du travail des enfants	15
1.5 Encourager une utilisation plus efficace des services financiers par l'éducation financière	18
2. Assurance d'impact	21
2.1 Développer des produits et des processus d'assurance innovants	21
Partenariats public-privé pour promouvoir la gestion du risque	21
Protection contre les pertes d'exploitation pour les petites entreprises	23
Solutions d'assurance de biens pour le marché à faible revenu	24
2.2 Développement du marché de l'assurance	24
Partenariats avec les associations d'assurance pour le développement du marché	24
Une communauté de pratique : assureurs intéressés par le ciblage des femmes	26
Renforcement des capacités en assurance	26
3. Investissement durable	29
3.1 Collaboration avec les investisseurs	29
3.2 Collaboration avec les réseaux sectoriels et les organisations de soutien	32
3.3 Collaboration avec la famille des Nations Unies	35
Perspectives pour 2022	38
Suivez notre actualité	40
Annexes	41

► Acronymes et abréviations

AATIF	Agriculture and Trade Investment Fund (Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique)
ACCEL Africa	Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique
AFD	Agence française de développement
APIF-CI	Agence de promotion de l'inclusion financière de Côte d'Ivoire
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
CDC	Commonwealth Development Corporation
CNAAS	Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie de Côte d'Ivoire
CoP	Communauté de pratique
COP26	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow en novembre 2021
FIDA	Fonds international de développement agricole
FSI	Financial Services Institute (Égypte)
GIIN	Global Impact Investing Network (Réseau mondial pour l'investissement d'impact)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement international)
ICBG	Iraqi Company for Banking Guarantees
IFC	International Finance Corporation
KMBI	Kabalikat Para Sa Maunlad na Buhay Inc (Philippines)
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
ODD	Objectif(s) de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PME	Petites et moyennes entreprises
USD	Dollar américain

► Préface



En 2021, les multiples répercussions de la pandémie de COVID-19, notamment en termes de pertes d'emploi, de réduction des revenus et d'augmentation des frais médicaux, ont toutes renforcé l'importance du secteur financier. Les banques et les opérateurs de téléphonie mobile, par exemple, ont joué un rôle essentiel dans la distribution des aides gouvernementales, là où elles ont pu être versées, ou, au moins, dans l'envoi de fonds par les travailleurs migrants ayant réussi à conserver leur emploi pour aider leurs proches à se maintenir à flot.

Le secteur financier a également joué un rôle essentiel en facilitant la gestion des risques, en permettant aux ménages et aux entreprises durement touchés d'utiliser leur épargne, leur assurance (pour ceux qui en avaient), ou encore de recourir à des emprunts pour s'en sortir jusqu'à ce que l'activité économique reprenne. Et lorsque les ressources sont rares, pour les entreprises comme pour les ménages, l'éducation financière devient d'autant plus importante, comme le souligne la partie 1 de ce rapport.

La pandémie a accéléré le mouvement de substitution consistant à délaissier les espèces au profit des paiements numériques, les autorités de santé publique ayant encouragé la population à garder une distance physique et à utiliser des formes de paiement sans contact. Dans ce contexte, le lancement du Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent, qui vise à accélérer la transition vers des pratiques responsables de paiement numérique des salaires et bénéficie du soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, était on ne peut plus opportun (voir la partie 1). Cette initiative s'inscrit pleinement dans le cadre de l'[Appel mondial à l'action de l'OIT](#), adopté lors de la Conférence internationale du travail de 2021, en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente.

L'un des principaux risques de la pandémie est qu'elle nous fasse perdre de vue la menace plus grande encore qui pèse sur le monde du travail : le changement climatique. Il est de plus en plus urgent d'atteindre l'objectif de zéro émission nette. Les banques, les investisseurs et les assureurs ont tous un rôle essentiel à jouer dans la réorientation de l'activité économique vers la neutralité carbone, mais ils doivent le faire en tenant soigneusement compte de l'impact sur les travailleurs et leurs communautés. Notre travail en faveur de cette [transition juste](#) prend de plus en plus d'importance, comme le décrit la partie 3 ; nos efforts pour promouvoir l'assurance en tant qu'outil de gestion de l'impact du changement climatique sont présentés dans la partie 2.

Nous sommes témoins d'une autre tendance importante, à laquelle nous prenons une part active : la collaboration croissante entre les secteurs public et privé pour faire avancer les objectifs des politiques publiques. Il est évident que le financement des donateurs à lui seul est insuffisant pour atteindre les objectifs de développement durable. Par conséquent, les gouvernements explorent un ensemble de stratégies pour tirer parti du financement du secteur privé et l'orienter vers des résultats relevant des politiques publiques. À cette fin, nous travaillons sur des partenariats public-privé portant sur la gestion des risques (partie 2), ainsi que sur des instruments tels que les financements mixtes, les fonds de garantie et les contrats à impact social (partie 3), dans le but d'aider les marchés financiers à contribuer au développement économique et social.

Enfin, 2021 marquait le 30^e anniversaire du programme de Finance solidaire de l'OIT – présenté dans l'Encadré 1. Nous avons célébré cette étape importante à travers deux principaux événements. Nous avons tout d'abord organisé une réunion virtuelle d'anciens collaborateurs, rassemblant 80 personnes ayant travaillé au sein du programme au cours de ces trente dernières années. Nous avons par ailleurs lancé un concours d'idées, afin de recueillir de nouvelles propositions sur le travail de l'OIT en lien avec le secteur financier dans les années à venir. Nous présenterons ces idées dans le rapport annuel de l'année prochaine. D'ici là, bonne lecture du rapport 2021 !

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Churchill'.

CRAIG CHURCHILL

Chef du programme Finance solidaire de l'OIT

► Encadré 1. Introduction au programme de Finance solidaire de l'OIT

Le secteur financier joue un rôle important, mais sous-estimé, dans le monde du travail. Les investissements, les prêts et les assurances, lorsqu'ils sont correctement orientés, peuvent constituer des moyens efficaces pour créer des emplois, améliorer les conditions de travail et renforcer la résilience.

Par le biais de son programme de Finance solidaire, l'OIT travaille avec le secteur financier – les banques, les coopératives de crédit, les institutions de microfinance, les assureurs, les investisseurs et d'autres – afin d'étudier comment ils peuvent contribuer à l'agenda du travail décent. Nous qualifions ce programme de « finance solidaire » car nous cherchons les moyens de convaincre le secteur financier de contribuer à la justice sociale – un objectif qu'il peut être réticent à poursuivre de son propre chef – et de renforcer sa capacité à le faire.

Si nous reconnaissons le principe suivant lequel les institutions financières ont une responsabilité envers la société, alors tout ce qui se passe dans la finance doit être évalué en fonction de ses effets sur l'économie réelle. Par conséquent, l'OIT considère la performance des banques, des fonds d'investissement et des autres institutions financières non pas simplement en termes de rendement des capitaux propres ou des actifs, mais aussi sur la base de leur impact sur les individus, les entreprises et la communauté en général. Nous pensons qu'en visant un impact positif, elles peuvent générer des rendements sociaux et environnementaux en plus des rendements financiers, et ainsi produire un triple résultat.

Le travail de l'OIT avec le secteur financier est organisé en trois axes, chacun relevant d'un ensemble d'acteurs et d'activités différent : inclusion financière, assurance d'impact et investissement durable. Pour mener à bien sa mission visant à encourager les institutions financières à concrétiser leur potentiel de contribution au travail décent, le programme Finance solidaire adopte une approche qui consiste à expérimenter, à tirer des enseignements, à les documenter et à les promouvoir, comme l'illustre la Figure 1.

Figure 1. Modèle d'impact du programme Finance solidaire

► Expérimentation	► Apprentissage	► Documentation	► Promotion	► ► ► ►
► Soutenir des projets d'innovation en collaboration avec des institutions financières et d'autres partenaires ► Conduire des projets de recherche-action	► Entretenir des partenariats avec les principaux groupes de réflexion et organismes sectoriels ► Réaliser des évaluations ciblées ► Animer des communautés de pratique	► Publier des enseignements et des recommandations : documents de travail, lettre d'information, <i>Emerging Insights</i>, site web ► Développer du matériel de formation, y compris des guides de formation des formateurs	► Diffuser nos enseignements et le fruit de nos réflexions auprès des acteurs clés : ► décideurs politiques ► praticiens et partenaires sociaux ► consommateurs ► grand public	

► Mesurer nos progrès

Au cours de l'année 2021, nous avons continué à encourager les approches innovantes qui cherchent des solutions aux grandes problématiques du secteur financier. Comme par le passé, nous avons ensuite partagé leurs résultats avec les acteurs intéressés. Voici quelques indicateurs qui illustrent l'ampleur des résultats obtenus auprès des acteurs du secteur financier, et auprès de leurs clients ou membres.

Nous avons soutenu l'extension de l'offre de services financiers responsables à plus d'un million et demi de clients

En 2021, nos projets en cours ont touché plus d'un million et demi de ménages à faible revenu, de petites exploitations agricoles et de micro et petites entreprises. Au total, les organisations que nous avons soutenues depuis 2008 ont servi près de cinq millions de clients.

Nous avons partagé des solutions innovantes avec plus de 117 000 acteurs

Depuis 2008, nous avons partagé les connaissances et l'expérience issues de notre travail avec le secteur financier avec plus de 668 000 acteurs à travers le monde, à qui nous avons apporté des solutions innovantes pour répondre à leurs problèmes. Au cours de la seule année 2021, nous avons touché plus de 117 000 acteurs (dont 45 % de femmes), dont près de 14 000 par le biais d'interactions directes à l'occasion de formations, d'événements et de webinaires par exemple. Le reste se compose d'abonnés et de personnes touchées par le biais de notre site web et des médias sociaux. Comme l'illustrent les Figures 2 et 3, la répartition géographique des personnes touchées est assez équilibrée, de même que la répartition par type d'acteurs (individus et institutions).

Figure 2. Personnes touchées, par région

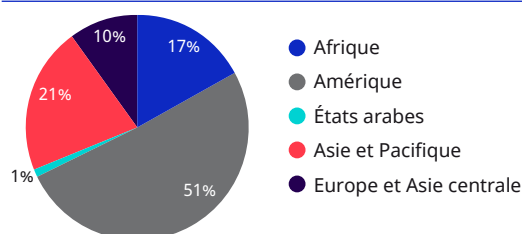


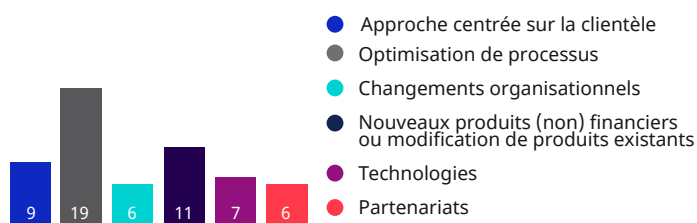
Figure 3. Personnes touchées, par type de public



Nous avons amélioré les pratiques de 38 organisations

En 2021, 38 organisations ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques grâce au travail que nous avons réalisé avec elles, soit pour renforcer leurs capacités, soit dans le cadre de projets menés en partenariat. Ces améliorations, résumées dans la Figure 4, relèvent de différents domaines, de l'introduction de nouveaux produits à la mise en œuvre de nouveaux partenariats.

Figure 4. Types d'améliorations apportées



Progrès dans l'élaboration des politiques

En 2021, nous avons conseillé des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales dans onze pays sur leurs politiques ou stratégies nationales d'inclusion financière, d'éducation financière ou de finance rurale. Nous avons par ailleurs soutenu des associations sectorielles et des groupes d'experts, tels que la Social Performance Task Force, la Plateforme européenne de la microfinance, le Microinsurance Network, le Global Impact Investing Network (GIIN) et l'Impact Bonds Working Group (IBWG).





Le programme d'inclusion financière de l'OIT encourage les institutions financières à atteindre les segments de marché délaissés, tels que les réfugiés et les travailleurs.

© OIL KB Mpofu



1. Inclusion financière

L'agenda de l'inclusion financière s'est traditionnellement concentré sur l'octroi de prêts aux microentreprises pour permettre aux entrepreneurs d'investir dans leurs entreprises, de les développer et de créer des emplois. Si cette approche reste valable, l'OIT cherche à adopter une perspective plus large, à savoir :

- a. cibler d'autres segments de marché, comme les réfugiés et les travailleurs ;
- b. utiliser les services financiers à des fins multiples, notamment pour gérer les risques ;
- c. permettre à la finance de contribuer à l'agenda du travail décent de l'OIT, par exemple en offrant une juste rémunération ou en réduisant la dépendance des ménages au travail des enfants.

Pour réaliser ce programme, nous collaborons avec les institutions financières pour les aider à déployer les technologies émergentes qui ouvrent la voie

à des modèles d'affaires et à des opportunités d'impact qui n'étaient pas envisageables il y a encore quelques années.

Cette partie présente le travail de l'OIT sur le paiement numérique des salaires, les solutions de gestion intégrée des risques, les services financiers pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil, la lutte contre les causes profondes du travail des enfants et l'éducation financière.

1.1 Paiement numérique des salaires

Il est de plus en plus prouvé que le paiement numérique des salaires est bénéfique tant pour les travailleurs que pour les employeurs. Pour les travailleurs, il ouvre la voie à la perception d'un salaire équitable et versé sans retard, et donne accès à des services financiers formels, ce qui

accroît leurs opportunités économiques et leur résilience. Pour les entreprises, le paiement par voie numérique peut contribuer à leur viabilité en améliorant l'efficacité et la transparence des salaires, en offrant de meilleures conditions de travail, en augmentant la productivité et en facilitant l'accès aux marchés grâce à une meilleure conformité.

Cependant, malgré les avantages apparents, la transition vers le paiement numérique des salaires n'a rien de facile. En l'absence de réglementations favorables et d'une infrastructure appropriée pour faciliter les paiements numériques, les employeurs et les travailleurs peuvent continuer à privilégier les paiements en espèces. En outre, même lorsque cette transition est engagée, le paiement numérique des salaires et les services financiers associés peuvent aggraver les vulnérabilités si on ne veille pas à ce que la transition soit responsable et les services financiers inclusifs.

Dans ce contexte, nous avons lancé, début 2021, le [Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent](#) en collaboration avec la Fondation Bill & Melinda Gates. Le Centre doit chercher des solutions aux problématiques de paiement des salaires en espèces et de l'informalité et encourager la transition vers le paiement numérique responsable des salaires (voir Encadré 2). Il vise à promouvoir des stratégies et des interventions qui ont fait leurs preuves, et à partager les connaissances et les outils qui faciliteront la transition vers des pratiques responsables de paiement par voie numérique.

Le Centre mène des recherches et des actions de sensibilisation au niveau mondial, tout en travaillant de façon plus approfondie dans six pays : Cambodge, Indonésie, Kenya, Mexique, Pérou et Philippines. Outre le lancement de diagnostics dans chaque pays en 2021, nous avons également engagé un dialogue avec les

dirigeants d'organisations internationales de travailleurs et d'employeurs, ainsi qu'avec des experts internes et externes sur le sujet. Ces consultations approfondies nous ont permis de formuler un [programme de recherche sur les salaires numériques pour le travail décent](#), qui peut servir de base à toute personne menant des études sur ce sujet.

Ces premiers travaux ont confirmé que le Centre avait été créé au bon moment. Bien qu'il y ait un mouvement à l'œuvre dans le monde entier pour accélérer la transition vers le paiement numérique des salaires, des efforts considérables sont nécessaires pour garantir que la transition favorise la durabilité des entreprises tout en contribuant au bien-être de tous les travailleurs. Il faut notamment tester et promouvoir des outils et des approches capables de remplir les objectifs suivants : aider les employeurs à digitaliser les salaires, encourager le secteur financier à fournir des systèmes faciles à utiliser, permettre aux travailleurs d'adopter le règlement numérique des salaires et aider les gouvernements à formuler des politiques et des instruments qui facilitent la transition.

La transition vers le paiement numérique responsable des salaires est à portée de main. Elle peut devenir une réalité grâce à l'action collective de toutes les parties prenantes, notamment les travailleurs et leurs syndicats, les employeurs et leurs organisations professionnelles, les institutions gouvernementales, le secteur financier, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les partenaires du développement. Le Centre est impatient de réunir ces parties prenantes afin de promouvoir des pratiques responsables de paiement numériques des salaires à grande échelle et, ce faisant, de faire progresser le travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes.

► Encadré 2. Paiement numérique responsable des salaires

Le paiement numérique responsable des salaires est conçu pour faire respecter les droits des travailleuses et des travailleurs conformément aux lois et réglementations nationales, aux droits de l'homme internationalement reconnus, notamment aux principes et droits fondamentaux au travail, et aux normes internationales du travail en vigueur. Il répond également aux besoins des travailleuses et des travailleurs – notamment des plus vulnérables et des plus défavorisés d'entre eux – en termes d'accessibilité et de sécurité, sans coût. Les [Principes des Nations Unies pour des paiements numériques responsables](#), élaborés par notre partenaire l'Alliance Better Than Cash, fournissent des conseils pour concevoir et proposer des paiements numériques responsables, qui s'appliquent également au paiement de salaires, et pour convaincre les entreprises de les adopter et les travailleurs de les accepter.



Apprentissage

1.2 Solutions intégrées de gestion des risques

Innovations en Asie. En 2019, avec le [soutien financier de la Prudential Foundation](#), le programme Finance solidaire de l'OIT a commencé à travailler avec six institutions financières en Inde, en Indonésie et aux Philippines pour développer des produits de gestion intégrée des risques contribuant à atténuer l'impact des chocs (voir Figure 5). Il s'agit généralement de produits basés sur l'épargne qui permettent également aux clients d'accéder à des [prêts d'urgence](#) et/ou à une couverture d'assurance, offrant ainsi une meilleure protection contre le risque que des produits d'assurance pris séparément.

Malheureusement, en 2020, nos partenaires ont dû faire face à plusieurs difficultés lors du lancement de ces produits, notamment en raison de confinements et d'un moratoire sur le remboursement des prêts ordonné par les gouvernements qui ont nui à la liquidité de certains d'entre eux. En outre, la baisse de l'activité économique de leurs clients a entraîné une diminution de la capacité d'épargne, ce qui a affecté la demande de produits d'épargne, ainsi que leur maintien dans le temps. En 2021, nos partenaires ont réussi à surmonter un grand nombre de difficultés et ont redoublé d'efforts pour déployer les produits. Au total, l'OIT et ses partenaires ont conçu et testé 11 produits de gestion intégrée des risques, touchant 54 000 personnes à faible revenu.

Figure 5. Développer des marchés d'assurance inclusifs et stimuler l'innovation en Asie

Pays	Nom	Type d'institution	Description
Inde	Dvara Kshetriya Gramin Financial Services (Dvara KFGS)	Société financière non bancaire	Solution de gestion de patrimoine incluant des composantes d'épargne, d'investissement et d'assurance pour atteindre des objectifs financiers spécifiques ; digitalisation des processus.
Indonésie	Koperasi Simpan Pinjam Mitra Dhuafa	Institution de microfinance à but non lucratif	Produit d'épargne et d'assurance pour couvrir les frais de scolarité
Philippines	Oro Integrated Cooperative	Coopérative d'épargne de crédit	Assurance combinée à l'épargne pour faire face aux frais de scolarité et aux catastrophes naturelles
Philippines	Nabunturan Integrated Cooperative (NICO)	Coopérative d'épargne et de crédit	Épargne et assurance pour financer les urgences liées à la santé
Philippines	CLIMBS	Assureur coopératif	Le produit d'assurance « weather protect » contre les catastrophes naturelles sera proposé aux 150 coopératives d'épargne et de crédit partenaires en tant qu'avantage pour leurs membres.
Philippines	Kabalikat Para Sa Maunlad na Buhay Inc (KMBI)	Institution de microfinance à but non lucratif	Projet pilote de service financier numérique

Cette année, nous avons également constaté un regain d'intérêt pour la digitalisation des processus internes et des processus d'interaction avec la clientèle, afin de faire face à la mobilité restreinte du personnel et des clients induite par les confinements dus à la pandémie de COVID-19. Ces restrictions ont rendu difficile le décaissement

des prêts, le recouvrement des remboursements et la rencontre des clients existants et potentiels pour nos partenaires. Cette situation les a poussés à accélérer leurs efforts de digitalisation. Les Encadrés 3 et 4 donnent plus de détails sur deux de ces projets.

► Encadré 3. Le projet pilote de finance numérique de KMBI

Aux Philippines, l'institution de microfinance KMBI a lancé un projet pilote de finance numérique pour former et équiper ses clients afin qu'ils puissent jouer le rôle d'agents pour des vendeurs fintech. En tant qu'agents commerciaux, les clients qui gèrent de petits magasins de détail peuvent offrir à leur clientèle la possibilité de payer des factures, d'effectuer des recharges téléphoniques, de régler leurs cotisations aux régimes publics de protection sociale, de déposer ou de retirer des espèces, d'effectuer des transferts et d'envoyer ou de retirer des fonds. Les clients de KMBI, répartis sur six sites pilotes, se sont vu offrir la possibilité de devenir agents commerciaux pour des partenaires fintech sélectionnés.

KMBI a proposé des prêts individuels à ses clients pour financer les coûts de démarrage de cette activité. Grâce à elle, les clients-agents ont perçu des frais de service sur les transactions effectuées sur la plateforme de la fintech. Cette source de revenus améliore la viabilité des entreprises des clients tout en les initiant aux méthodes numériques de transaction.

Ce projet pilote a permis à KMBI d'offrir une opportunité commerciale complémentaire à ses clients tout en les sensibilisant à la finance numérique. KMBI prévoit de tirer parti de ce réseau communautaire pour digitaliser ses processus de remboursement et de décaissement des prêts. Cependant, les membres ont éprouvé des difficultés à recharger leurs portefeuilles mobiles afin de disposer de suffisamment de liquidités pour « financer » des transactions plus importantes. D'une part le confinement a rendu difficile le dépôt d'espèces en banque, et d'autre part tous les membres ne disposaient pas des ressources nécessaires pour maintenir un solde suffisamment élevé. Le KMBI évalue actuellement le potentiel de rentabilité de l'activité d'agent commercial pour ses clients. Si certains ont bien réussi, d'autres ont eu du mal à générer des revenus suffisants à partir des frais de service pour couvrir le coût de l'appareil numérique et payer les charges liées aux prêts.

► Encadré 4. Parcours de digitalisation de Dvara KGFS

Notre partenaire en Inde, Dvara KGFS, a mis en œuvre une nouvelle stratégie de digitalisation dans le but d'améliorer son orientation clientèle, d'accroître son efficacité et son efficacité opérationnelles, et de contribuer à la croissance du marché. La stratégie comprenait les objectifs suivants :

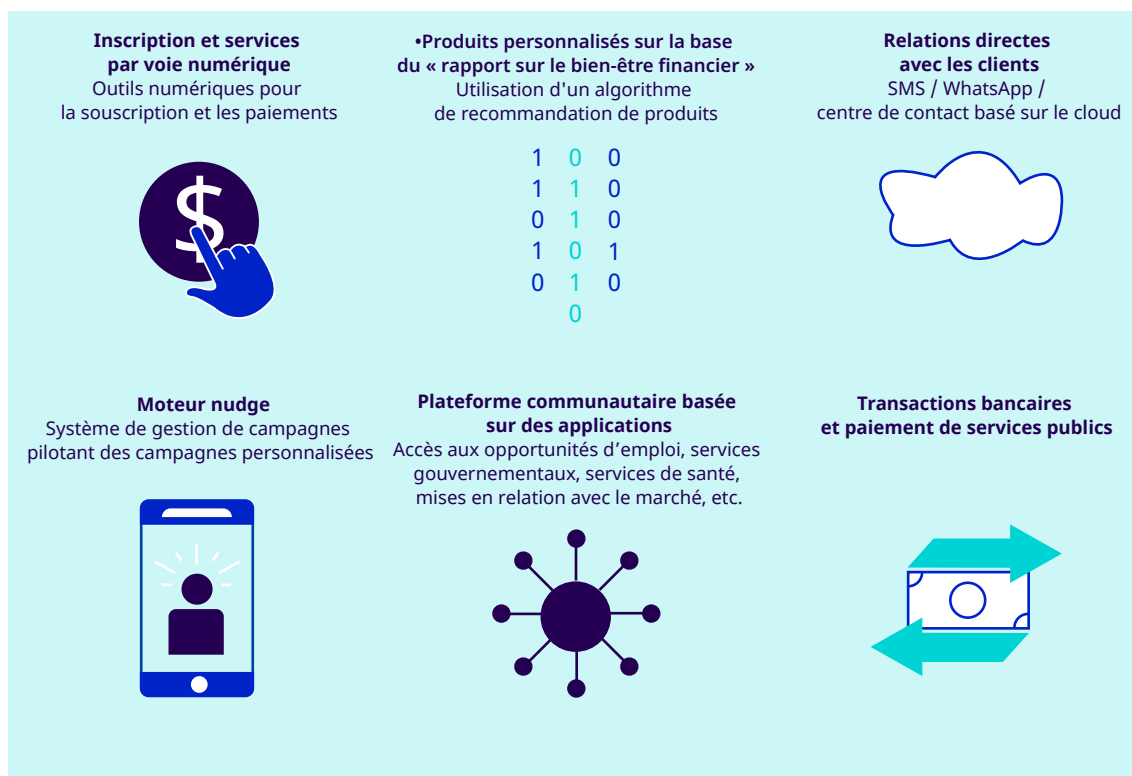
Réduire les coûts par le recours aux transactions numériques – Préparer les clients au numérique. Faciliter l'accès aux transactions numériques et montrer aux clients qu'elles sont plus pratiques pour eux. Les clients peuvent utiliser les canaux électroniques pour accéder à leurs informations personnelles et à leur compte bancaire. Ils peuvent signer des documents par voie électronique et effectuer des remboursements en utilisant une application de paiement numérique.

Améliorer l'évaluation des demandes de crédit – Améliorer la qualité du portefeuille en utilisant des sources de données adaptées pour évaluer la capacité de remboursement d'un demandeur de prêt (notation interne) et sa propension à rembourser (à l'aide d'une évaluation psychométrique).

Réduire les risques en renforçant les contrôles internes – Utiliser le suivi des terminaux en temps réel pour une meilleure visibilité de l'activité des agents de terrain, surveiller étroitement les niveaux de trésorerie, introduire la vérification mobile et utiliser de solides outils de surveillance du portefeuille avec des alertes automatisées pour réduire le risque opérationnel et diminuer le risque de crédit.

Améliorer la valeur vie client (CLV) en améliorant l'engagement des clients – Mesurer le bien-être financier des clients en utilisant un algorithme pour suggérer un menu de produits (épargne, assurance, crédit) qui les aideront à développer et à protéger leur patrimoine (« plan Planifier Croître Protéger Diversifier »). Utiliser WhatsApp et l'application de libre-service client pour accroître les interactions avec les clients et leur engagement (voir la Figure 6).

Figure 6. Comment KGFS améliore la valeur de ses services pour ses clients



Nouveau partenariat. Forte de son engagement à ces expériences fructueuses d'utilisation des outils financiers numériques pour améliorer la gestion des risques, l'OIT a lancé un nouveau partenariat en 2021 avec PROPARCO, la branche de financement du secteur privé du groupe Agence française de développement (AFD), et la Fondation Grameen Crédit Agricole. Il vise à aider les partenaires de microfinance de la Fondation en Afrique de l'Ouest et en Asie à compléter leurs portefeuilles de services financiers par des solutions de gestion des risques, notamment de l'assurance agricole, pour permettre à leurs clients, tels que les femmes à faible revenu, les petits exploitants agricoles et les petites entreprises, à mieux se protéger. En protégeant leurs clients, les institutions de microfinance protègent également leurs propres portefeuilles de prêts et génèrent une nouvelle source de revenus, ce qui offre une protection supplémentaire à leurs investisseurs, dont la Fondation.

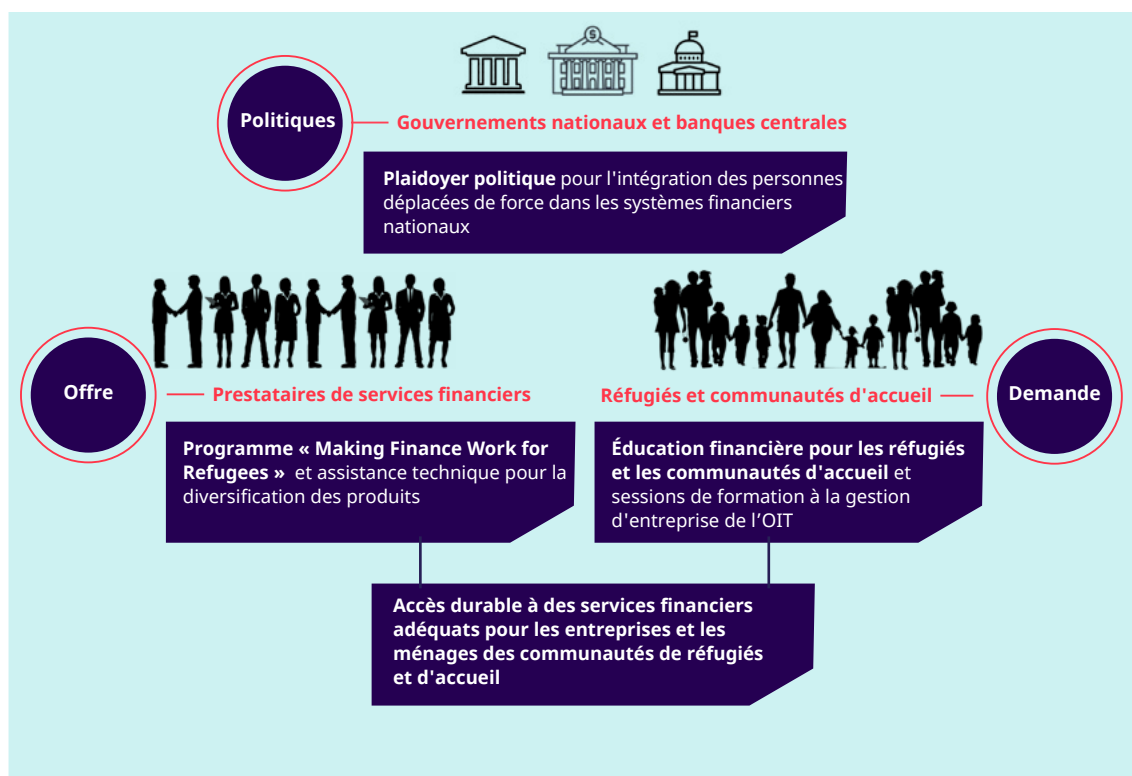
1.3 Inclusion financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil

Selon le HCR, plus de 82 millions de personnes ont été déplacées de force dans le monde en 2020 en raison de persécutions, de violences et de conflits, soit trois millions de plus que l'année précédente. La pandémie de COVID-19 a rendu la vie des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil plus difficile encore, et a accru la pression financière sur de nombreux ménages. La crise a ainsi mis en évidence l'importance de l'inclusion financière pour les entreprises, les travailleurs et les ménages.

Si les réfugiés sont confrontés à des défis spécifiques, les communautés d'accueil peinent de leur côté à poursuivre leurs propres efforts de développement dans un environnement transformé par l'afflux de nouveaux arrivants. Servir ces deux groupes ensemble améliore l'autonomie des réfugiés et la résilience des hôtes et contribue à l'intégration des réfugiés et au développement socio-économique des communautés d'accueil, tout en renforçant la cohésion sociale dans son ensemble et en responsabilisant les deux groupes.

En 2021, grâce à notre implication dans le [partenariat PROSPECTS](#), soutenu par le gouvernement des Pays-Bas, nous avons [conçu](#) un modèle d'intervention visant à alléger les contraintes financières pesant sur les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Actuellement en cours de test, ce modèle, qui adopte une approche participative et multidimensionnelle, associe des activités au niveau des politiques et au niveau de l'offre et de la demande pour étendre l'accès aux services financiers de manière intégrée et durable, comme l'illustre la Figure 7. Cette partie donne quelques exemples qui illustrent le fonctionnement de ce modèle dans la pratique, à tous les niveaux.

Figure 7. Une approche participative et multidimensionnelle de l'inclusion financière au service des réfugiés et de leurs communautés d'accueil



Intervention au niveau politique pour l'inclusion financière des personnes déplacées de force

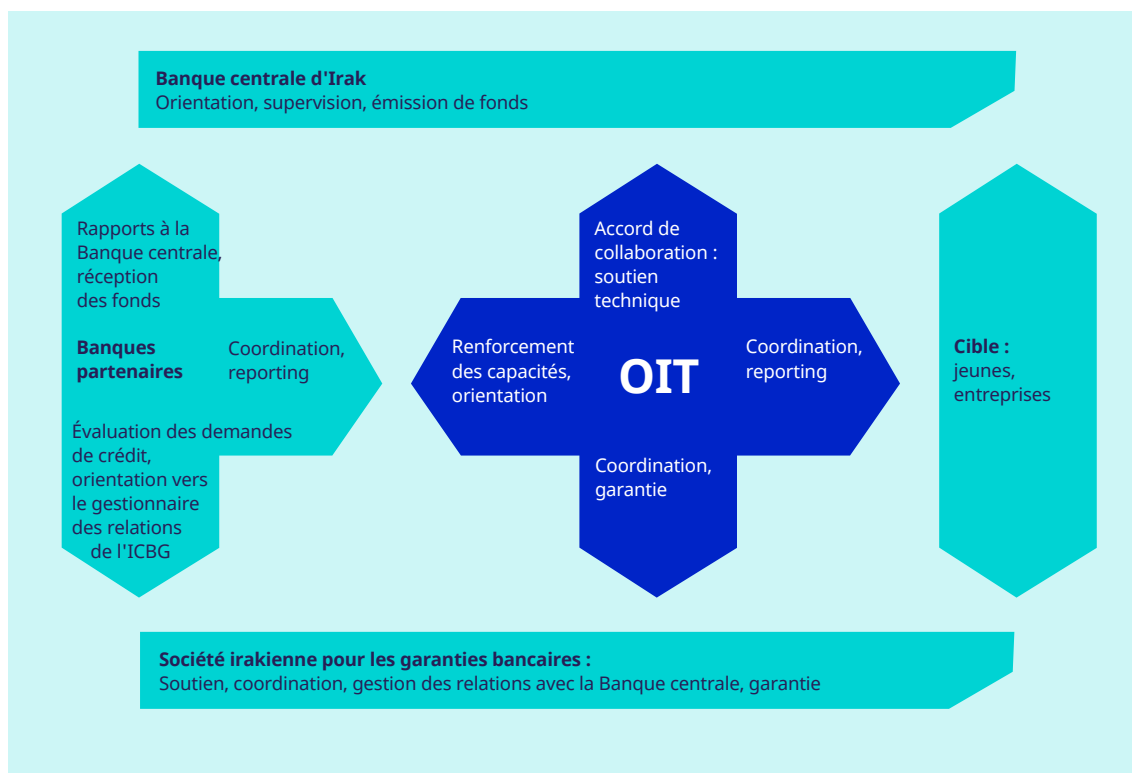
Suite à une [étude cartographique](#) du secteur financier irakien, et en étroite consultation avec la Banque centrale d'Irak et la Compagnie irakienne de garanties bancaires (ICBG), l'OIT a développé un [modèle de collaboration innovant](#) qui doit lui permettre, ainsi qu'à ses partenaires, de résoudre les problèmes identifiés dans l'environnement des affaires du pays.

La Banque centrale a affecté des fonds de prêts aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), tandis que l'ICBG fournit des garanties et que le projet finance des comptes d'épargne pour les entrepreneurs. Comme l'illustre la Figure 8, ces trois éléments combinés permettront aux

banques de fournir des crédits productifs avec un risque réduit, initiant ainsi des relations financières durables entre les banques et les entrepreneurs. Des sessions de formation et des ateliers stratégiques ont été proposés à tous les partenaires, et des procédures opérationnelles standard ont été élaborées pour faciliter l'octroi de crédits. Le premier décaissement de crédit par une banque irakienne à une MPME dans le cadre de ce dispositif a eu lieu début 2022.

Enseignement : les conseils en matière de politique sont plus efficaces lorsqu'ils sont fondés sur l'expérience acquise localement, grâce à l'engagement des acteurs du secteur, et lorsque les décideurs sont pleinement impliqués dans le processus. Ces conditions sont encore plus importantes lorsque l'intention est de changer les perceptions.

Figure 8. Modèle de collaboration pour faciliter l'inclusion financière en Irak





Nos formations offrent un contenu et une interaction de qualité, permettant aux participants d'apprendre les uns des autres.

Intervention au niveau de l'offre : aider les institutions financières à s'ouvrir à de nouveaux segments de clientèle

Développé conjointement par l'OIT et son Centre international de formation (le CIF-OIT), le programme de renforcement des capacités « *Making Finance Work for Refugees and Host Communities* », une formation de cinq jours destinée aux prestataires de services financiers, a pour but d'aider ces derniers à diversifier leurs portefeuilles de produits en servant les réfugiés et leurs communautés d'accueil de manière stratégique et rentable.

Enseignement : la formation a aidé les prestataires de services financiers à considérer les réfugiés comme un segment de marché légitime. Son contenu technique de qualité et les opportunités d'interaction entre les participants en formation leur ont permis d'apprendre les uns des autres et de nouer des contacts professionnels précieux. Il ressort par ailleurs de notre expérience qu'il faudra fournir à l'avenir davantage d'assistance technique et de conseils. Ceci nous permettra d'aider plus efficacement les participants à concevoir, tester et déployer des services financiers pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil.

En 2021, nous avons soutenu Somali Microfinance en Éthiopie dans la phase initiale de son action en faveur des réfugiés et de leurs communautés d'accueil. Nous avons également sélectionné quatre prestataires de services financiers en Ouganda, trois au Kenya et une institution de microfinance en Irak, que nous commencerons à guider en 2022.

Intervention au niveau de la demande : améliorer l'éducation financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil

À l'aide des outils produits par le [programme d'éducation financière](#) de l'OIT, nous avons élaboré de nouveaux matériels de formation pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil, et organisé des sessions de formation en [Afrique de l'Est](#), dans le [États arabes](#) et en [Amérique latine](#). En 2021, nous avons certifié plus de 120 nouveaux formateurs, qui sont intervenus auprès de 2 000 réfugiés et leurs communautés d'accueil.



Enseignement : les réfugiés sont généralement plus susceptibles d'être victimes de pratiques abusives que les résidents locaux, et ils ont une compréhension plus limitée du système financier local. Pour améliorer leur accès aux services financiers, il faut s'assurer qu'ils sont traités de manière équitable et transparente et accroître leurs connaissances et leurs compétences, ainsi que leur degré de confiance dans les services financiers formels. En outre, il est essentiel

d'intégrer l'éducation financière dans les programmes globaux d'aide aux réfugiés et d'y intégrer des composantes portant à la fois sur les compétences entrepreneuriales et l'accès au financement. Ces apports aident les participants à gérer leurs relations avec les prestataires de services financiers et leur permet de se protéger des risques financiers. Ils acquièrent les connaissances nécessaires pour prendre des décisions financières plus éclairées (voir Encadré 5).

► Encadré 5. Paroles de réfugiés

Nasreen Hassan, réfugiée de 25 ans, travaille depuis des années sur un projet d'entreprise qui aidera les hôpitaux et les centres médicaux de la région du Kurdistan irakien à améliorer et à entretenir leurs équipements médicaux.

Témoin de longues années de conflit, Nasreen dit vouloir jouer son rôle pour sauver et améliorer la vie des femmes, des hommes et des enfants, particulièrement à la lumière de la pandémie mondiale. « Les armes et les roquettes sont plus nombreuses que les équipements médicaux [en Irak] », explique Nasreen. « Et je veux corriger ça ».

« J'ai besoin d'un soutien financier et je dois continuer à me former, pour atteindre un niveau de savoir-faire technique qui me permettra de créer mon entreprise, même si ça prend 20 ans », ajoute-t-elle.

Dans l'impossibilité de préparer un diplôme d'ingénieur médical, cette diplômée en informatique a récemment suivi une série de sessions de formation dispensées par l'OIT en Irak, dans le but d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour créer et financer son entreprise.

La formation à laquelle Nasreen a participé est conçue pour renforcer les compétences financières des participants, afin de leur permettre de prendre de meilleures décisions financières. En Irak, c'est l'une des étapes clés qui prépare les entrepreneurs à accéder à des prêts commerciaux auprès de l'une des banques partenaires de l'OIT.

« La formation était 100 % instructive et elle a satisfait notre curiosité sur le système financier et ses produits ; nous avons appris des procédés spécifiques pour nous aider à différencier les types de prêts et d'épargne. Des choses qui semblaient autrefois complexes sont devenues simples pour les participants, dont les profils étaient diversifiés mais qui jusqu'ici n'avaient aucune idée de la manière d'aborder une banque. »

Nasreen est en train de valider son plan d'affaires et de faire le point sur ses finances en attendant que sa demande de prêt soit traitée. Après cela, elle pourra démarrer son activité.

1.4 S'attaquer aux causes profondes du travail des enfants

Selon les estimations de l'OIT et de l'UNICEF, **160 millions d'enfants** ont été forcés de travailler en 2021. La lutte contre ce fléau est une grande priorité pour l'OIT, et l'était plus encore en 2021, déclarée **Année internationale pour l'élimination du travail des enfants**.

Les interventions visant à résoudre ce problème se concentrent souvent sur l'environnement politique et les mécanismes visant à faire respecter la loi, mais il est aussi important de réfléchir à des stratégies ciblant les causes profondes du travail des enfants afin de le prévenir. Comme l'illustre la Figure 9, les principales causes sont la pauvreté et la vulnérabilité. Un programme complet de soutien aux moyens de subsistance, incluant protection sociale, formation professionnelle, mise en relation avec le marché, éducation financière et accès au financement, peut être un moyen efficace de réduire le travail des enfants.



Nous nous associons à des prestataires de services publics et privés pour tester des approches innovantes. Le projet ACCEL Africa (Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique) en est un exemple.

© ILO, Marcel Crozet

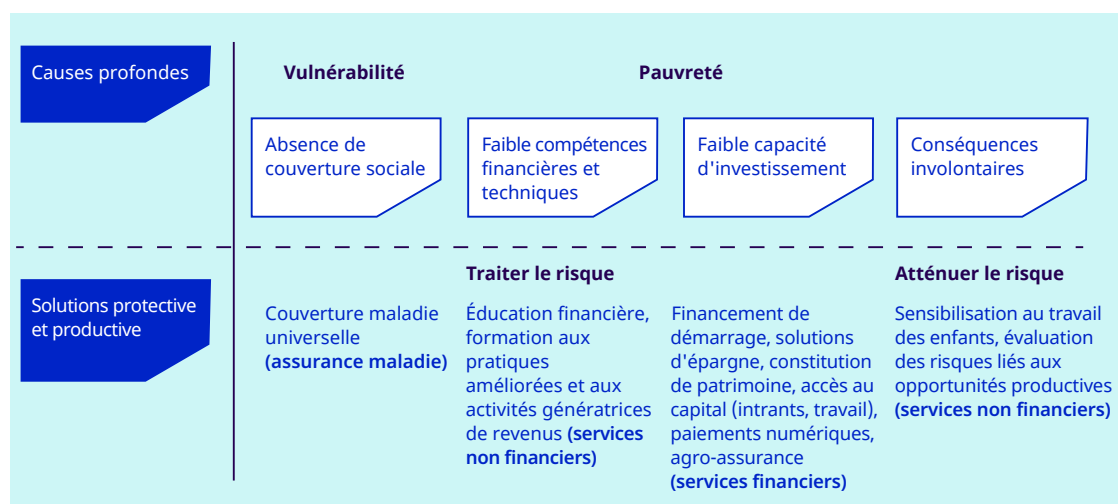
ACCEL Africa. Dans le cadre du programme financé par les Pays-Bas « Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique » (ACCEL Africa), l'OIT teste actuellement cette approche en partenariat avec des prestataires de services publics et privés. Elle consiste à fournir des services financiers et non financiers aux ménages vulnérables afin de réduire la pauvreté et de combler les carences en matière de travail décent. Le modèle est testé en partenariat avec une institution de microfinance (RMCR) au Mali,

avec une banque commerciale (ALEXBANK) en Egypte, avec une agence d'inclusion financière et la Caisse nationale d'assurance maladie (APIF-CI et CNAM) en Côte d'Ivoire, et avec des plateformes numériques (Riby et MobiPay) au Nigéria et en Ouganda. Nous avons également réalisé une étude de faisabilité sur un contrat à impact social, comme l'explique la partie 3.1. Les résultats de ces efforts sont attendus en 2022. L'Encadré 6 montre à titre d'exemple comment le projet promeut l'extension de la couverture maladie pour s'attaquer à une cause fondamentale du travail des enfants.



Expérimentation

Figure 9. S'attaquer aux causes profondes du travail des enfants



► **Encadré 6. Extension de la couverture d'assurance maladie pour réduire le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao en Côte d'Ivoire**

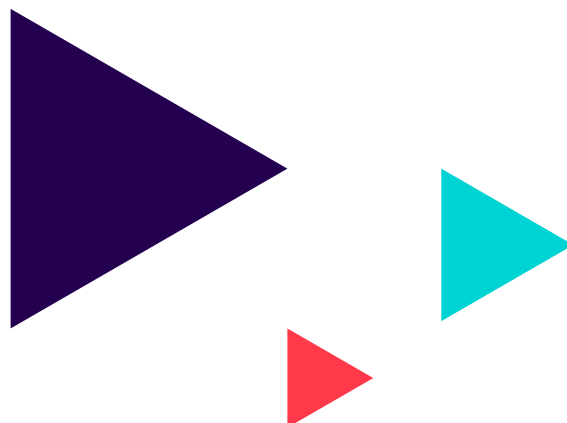
Les résultats d'un programme de recherche-action mis en œuvre par l'OIT au [Pakistan](#) ont montré qu'un produit d'assurance maladie pouvait réduire l'incidence du travail des enfants.

En soutien à la forte volonté politique du gouvernement de Côte d'Ivoire de fournir une couverture d'assurance aux travailleurs de l'économie informelle et rurale, l'OIT teste des moyens innovants pour étendre un mécanisme de protection sociale, la couverture maladie universelle, aux ménages producteurs de cacao dans les zones rurales de Côte d'Ivoire, afin de lutter efficacement contre le travail des enfants. L'OIT collabore avec la Caisse nationale d'assurance maladie de Côte d'Ivoire (CNAM) pour adapter le régime actuel de la CNAM aux réalités des ménages ruraux, en utilisant une approche centrée sur le client. L'éloignement géographique des ménages ruraux par rapport aux sites d'inscription et aux centres de santé, la qualité des services de santé offerts et la confiance dans le régime sont les principaux problèmes que nous essayons de résoudre dans la phase pilote.

Les coopératives et les autres acteurs de la chaîne de valeur jouent un rôle important dans l'extension des régimes de protection sociale. Dans le cadre de la phase pilote, nous soutenons huit coopératives de cacao par la sensibilisation de leurs dirigeants et de leurs membres au régime d'assurance santé, l'organisation de campagnes d'adhésion et la distribution de cartes d'inscription. Au total, 1 815 agriculteurs ont été inscrits et ont reçu pour la première fois un numéro de sécurité sociale. Grâce au soutien d'un exportateur de cacao, 233 agriculteurs bénéficieront d'une année de couverture gratuite. D'autres agriculteurs étudieront des stratégies de financement avec leurs coopératives afin de pouvoir payer les cotisations et avoir accès au régime. Cette couverture médicale apportera aux agriculteurs une sécurité supplémentaire et réduira le risque que leurs enfants soient obligés de travailler.

Test des outils. Outre l'expérimentation de cette approche intégrée, l'OIT souhaite également sensibiliser les institutions financières au travail des enfants, en leur faisant prendre conscience que leurs actions peuvent contribuer à accroître ou à réduire ce phénomène. En collaboration avec la Fondation Grameen, nous testons auprès de plusieurs institutions financières la [boîte à outils RICHES](#), qui doit les aider à intégrer la problématique du travail des enfants dans la

conception de leurs produits et leurs processus. Grâce à cette boîte à outils, les institutions financières sont encouragées à élargir l'étendue de la protection des clients pour couvrir également les membres de la famille, dont les enfants. Un indicateur sur le travail des enfants est également intégré dans les systèmes de gestion des performances sociales des institutions financières, car il n'est possible de gérer que ce qui est mesuré.



1.5 Encourager une utilisation plus efficace des services financiers par l'éducation financière

L'inclusion financière ouvre la voie à un large éventail de solutions pouvant contribuer à réduire la pauvreté, à renforcer la protection sociale et à accroître la génération de revenus. Mais, pour de nombreux groupes vulnérables, un meilleur accès au financement ne se traduit pas automatiquement par un bénéfice en l'absence des aptitudes nécessaires pour utiliser les services financiers. Pour bénéficier de ces avantages et se construire une vie plus prospère, les travailleurs, les entrepreneurs, les migrants, les réfugiés, les jeunes, les femmes et les familles doivent avoir la capacité de faire des choix financiers éclairés. C'est ce qui pousse le Programme mondial d'éducation financière de l'OIT à étendre son champ d'action au niveau global sur les trois niveaux de son approche intégrée.

- Au niveau macro, le Programme mondial d'éducation financière de l'OIT travaille à l'élaboration de meilleures stratégies nationales d'inclusion financière et d'éducation financière dans le monde entier. Cette année, le programme a entamé des discussions avec des décideurs politiques et des institutions au Cameroun, aux Philippines, en Tunisie, en Ouganda et au Zimbabwe. Il a également lancé une version en ligne de la formation « [Conception et mise en œuvre de programmes d'éducation financière](#) », dont la moitié des 44 participants étaient des décideurs politiques. Ce programme encourage les décideurs à adopter des stratégies centrées sur l'humain, qui doivent permettre à de nombreux segments de la société mal desservis d'accéder aux services financiers et de les utiliser plus efficacement.
- Au niveau de la formation des formateurs, en 2021, le programme a consolidé sa présence dans plusieurs régions, comme l'illustre la Figure 10. Les deux formateurs régionaux nouvellement certifiés au Cap-Vert ont soutenu l'extension du programme en Afrique lusophone. Avec 22 formations de formateurs dispensées dans le monde entier, de l'Argentine à l'Irak, en passant par le Kenya et le Soudan, plus de 360 candidats formateurs travaillent à l'obtention de leur certification nationale afin de poursuivre le déploiement du programme dans leur pays (voir Figure 11).

- L'OIT s'efforce d'adapter son matériel d'éducation financière à un large éventail de groupes cibles, en s'assurant de la pertinence du contenu par rapport à leur environnement socio-économique, leurs valeurs et leur contexte, et pour leur permettre de faire le lien entre les enseignements et leur propre expérience de gestion de l'argent.

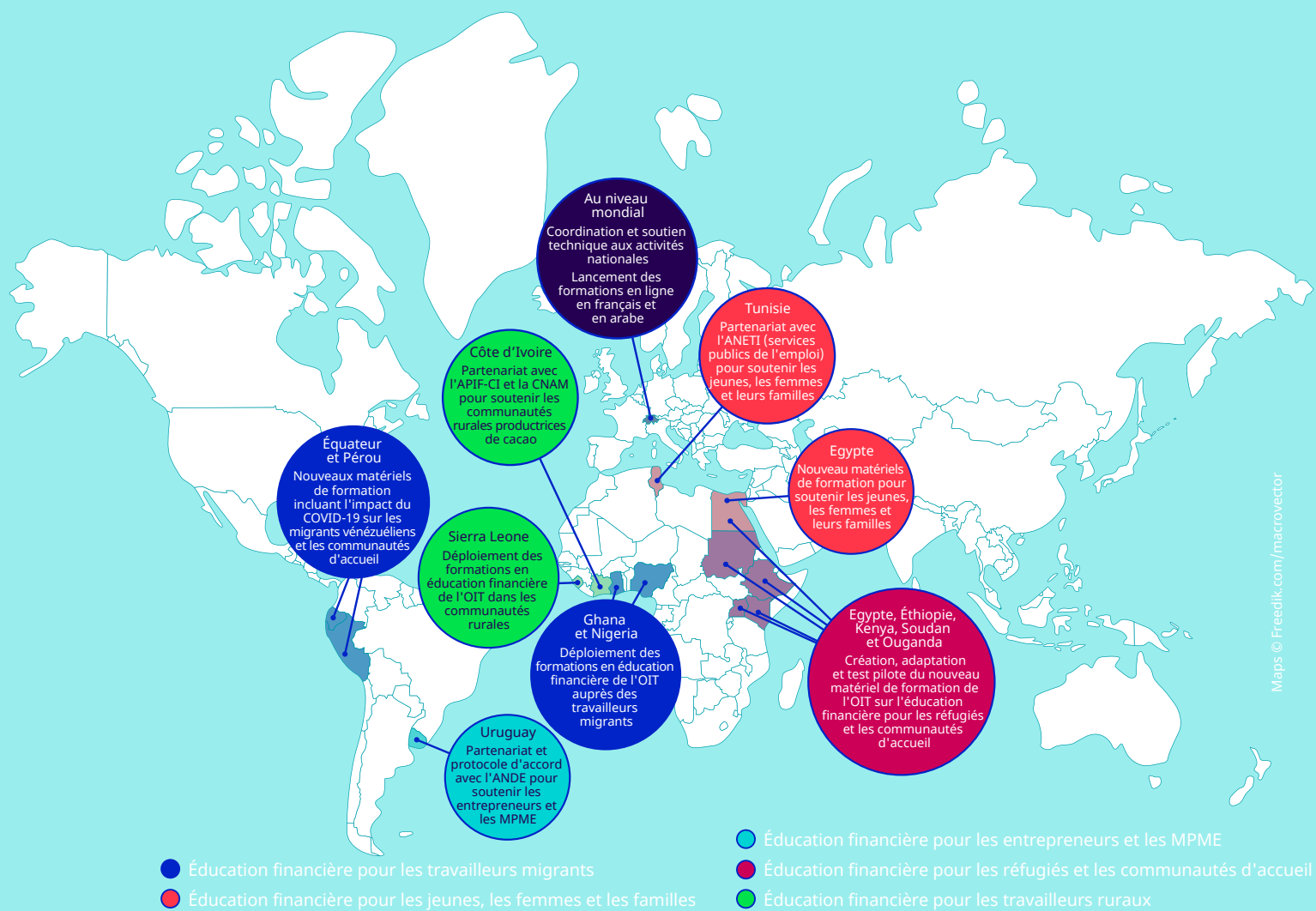
- En Jordanie, le programme a collaboré avec [Better Work](#) pour étendre l'éducation financière aux travailleurs du secteur textile, notamment aux travailleurs migrants d'Asie du Sud, afin de leur permettre d'utiliser les services financiers pour atteindre leurs propres objectifs plus efficacement. Ce soutien peut renforcer le moral des travailleurs et avoir des effets bénéfiques importants sur leur santé mentale.
- En Amérique latine, le programme a été dispensé aux migrants [vénézuéliens et aux communautés d'accueil](#) au Pérou, ainsi qu'aux réfugiés, aux [rapatriés et aux communautés d'accueil](#) au Costa Rica, au Honduras et au Mexique, et leur a permis de s'initier au fonctionnement de leur système financier local et de mieux gérer leurs finances personnelles.

Face à la persistance de la pandémie de COVID-19, le Programme mondial d'éducation financière de l'OIT a élargi ses canaux numériques. Le programme a ajusté sa méthodologie afin que davantage de formations puissent être dispensées en ligne, et il a ajouté deux langues supplémentaires – le kirghiz et le russe – à son portefeuille de [formations à distance](#). Nous avons également adapté nos matériels de formation pour intégrer l'utilisation des services financiers numériques dans l'ensemble des programmes et de manière transversale. Cette évolution a permis de mettre en lumière de nombreuses autres modalités d'utilisation des services financiers, tout en rendant la gestion des finances personnelles plus accessible, plus facile, plus rapide et plus sûre.



Promotion

Figure 10. Interventions du Programme mondial d'éducation financière de l'OIT dans le monde

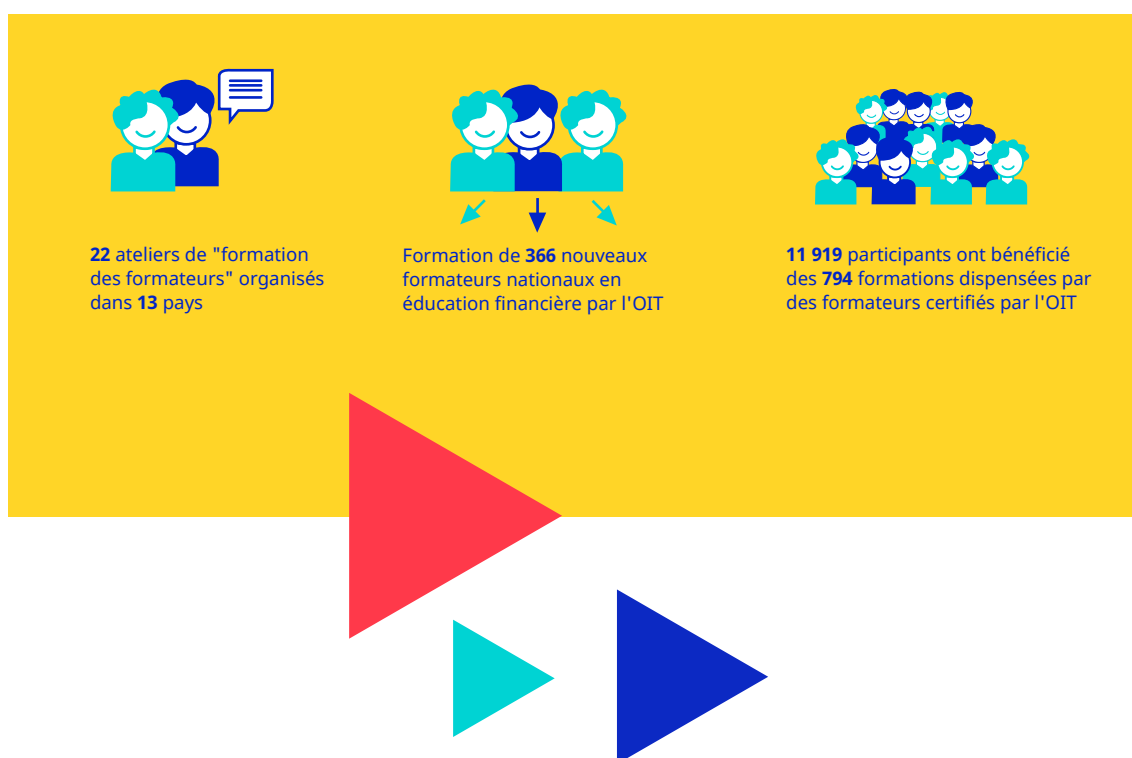




© ILO, Marcel Crozet

Notre programme d'éducation financière intervient à différents niveaux pour permettre aux travailleurs et aux entrepreneurs de faire des choix financiers plus éclairés.

Figure 11. Les résultats du Programme mondial d'éducation financière de l'OIT en 2021





Le Programme Impact Insurance teste des solutions de gestion des risques qui offrent protection et tranquillité d'esprit.



2. Assurance d'impact

Le Programme Impact Insurance de l'OIT a deux fonctions principales. La première consiste à travailler avec des partenaires pour tester des approches et des **produits innovants** visant à étendre à des groupes moins bien servis la protection précieuse qu'offre une couverture d'assurance. La seconde a pour but de **développer le marché** en promouvant les enseignements et les connaissances acquises auprès d'autres organisations engagées dans l'offre de solutions efficaces de gestion des risques.

En 2021, nous avons participé au test de plusieurs régimes d'assurance innovants, notamment des partenariats public-privé, une assurance en cas d'interruption des activités et une assurance de biens. Sur le volet de développement du marché, nous avons travaillé avec des associations d'assurance en Colombie et au Mexique, animé une communauté de pratique axée sur le développement de l'assurance pour les femmes, et dispensé de nombreuses formations en ligne.

2.1 Développer des produits et des processus d'assurance innovants

Des partenariats public-privé pour promouvoir la gestion du risque

Pour certains risques, et pour certains groupes cibles, il n'est pas réaliste de penser que le marché peut couvrir les besoins d'assurance indépendamment de toute intervention – le coût pour le client serait prohibitif, par conséquent les adhésions seraient faibles et le résultat peu viable. Mais si ces risques, ou ces groupes cibles, sont considérés comme critiques du point de vue des politiques publiques, alors il peut être pertinent pour les gouvernements de collaborer avec les assureurs, les fintechs et d'autres entreprises privées pour offrir des moyens de gestion des risques plus abordables. Les gouvernements ont de plus en plus souvent recours à l'assurance pour atteindre certains objectifs de politique publique, notamment ceux liés au travail décent, à la couverture maladie universelle, à la sécurité alimentaire et à l'atténuation du changement climatique.



Apprentissage

Collaboration avec le FIDA. À cette fin, en 2021, l'OIT a collaboré avec le [Fonds international de développement agricole](#) (FIDA) pour intégrer les risques climatiques dans les plans de politique publique en Indonésie, en Ouganda et au Cambodge : le but était de déterminer par quels moyens l'environnement politique pouvait permettre le développement d'un marché de l'assurance climatique inclusif et d'identifier les possibilités de mise en œuvre de régimes d'assurance climatique dans les trois pays.

Sur la base de ces analyses, l'OIT a travaillé dans ces pays avec les partenaires concernés pour réunir différentes parties prenantes afin de partager des connaissances et de réfléchir aux moyens d'améliorer l'accès des petits exploitants à l'assurance agricole et climatique. Ce dialogue a pu s'établir au sein d'un échantillon représentatif des parties prenantes, parmi lesquelles l'autorité de surveillance des assurances et la banque centrale, divers ministères, des compagnies d'assurance, des prestataires de services financiers, des fédérations d'agriculteurs et des acheteurs de produits agricoles, ainsi que des prestataires de services technologiques et des intermédiaires d'assurance.

En Ouganda, ce dialogue a eu pour effet d'inciter la Fédération nationale des agriculteurs ougandais et l'Alliance coopérative ougandaise à s'impliquer dans le processus d'assurance en sensibilisant leurs membres aux initiatives du gouvernement en matière d'assurance agricole. Ces organisations, qui entretiennent des liens étroits avec les agriculteurs, peuvent jouer un rôle essentiel pour renforcer la crédibilité de l'assurance et étendre son utilisation.

En Indonésie, pour favoriser la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé, la compagnie d'assurance du gouvernement, JASINDO, a confirmé qu'elle mettrait la plateforme technologique développée pour le régime national d'assurance riz à la disposition d'autres acteurs. Cette mesure permettra d'améliorer son efficacité opérationnelle et de réduire les coûts. En outre, les prestataires de services financiers ont déclaré vouloir ajouter à leur portefeuille une assurance contre les risques climatiques et une assurance agricole, afin d'offrir des services plus complets à leurs membres.

Sensibilisation en Inde. Avec le [soutien de la Fondation Ford](#) en Inde, nous avons aidé à créer une plateforme permettant aux associations de petits exploitants agricoles d'accéder aux régimes d'assurance soutenus par le gouvernement. Ce projet a demandé des efforts importants d'éducation des consommateurs aux notions financières et à la réduction des risques, et de mise en place de partenariats entre les compagnies d'assurance, les associations d'agriculteurs et le gouvernement local. En outre, les associations et leurs membres ont amélioré leur compréhension des processus d'évaluation et de vérification des pertes, ce qui a contribué à renforcer la confiance dans les régimes et a conduit plus de 30 000 agriculteurs à s'y inscrire.

Ces projets ont permis de mettre en évidence le rôle que le gouvernement peut jouer en travaillant avec le secteur privé pour développer des programmes d'assurance agricole et d'assurance contre les risques climatiques. Un partenariat public-privé a deux faces : d'un côté il est un instrument de soutien pour aider à créer un élan et à changer d'échelle, mais d'un autre côté il peut limiter l'innovation dans les produits et les processus. Le défi consiste à tirer le meilleur parti de sa fonction de soutien tout en minimisant son pouvoir limitant.

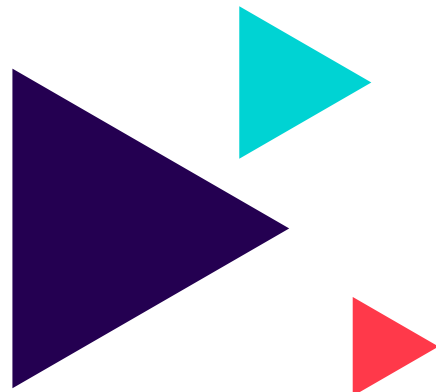
Nouveau programme sur les partenariats public-privé en Afrique. Pour tirer parti de ces expériences et nous efforcer de concevoir de meilleurs partenariats public-privé, nous avons lancé en 2021 un [nouveau partenariat](#) avec l'Agence française de développement (AFD) pour mettre en œuvre des solutions de gestion des risques pour les ménages à faible revenu et/ou les petites entreprises par le biais de partenariats public-privé. Le projet comporte deux volets :



Promotion



Expérimentation



- ▶ **1. Projets d'innovation** : le volet innovation vise à aider les prestataires sélectionnés à développer à grande échelle leur offre de produits aux ménages à faible revenu et aux petites et moyennes entreprises (PME). Nous aiderons cinq partenaires à développer leurs produits et à mettre en œuvre les changements nécessaires pour offrir des solutions de gestion des risques au marché à faible revenu (voir la Figure 12).
- ▶ **2. Renforcement des capacités et des connaissances** : ce volet consiste à traduire les enseignements tirés des projets d'innovation en outils de formation et de connaissances susceptibles d'aider les gouvernements et les assureurs à concevoir et à mettre en œuvre des partenariats visant à atteindre des objectifs de politique publique.

Figure 12. Partenaires de gestion de l'innovation

Pays	Organisation	Type d'institution	Thème
Ghana	Ghana Agricultural Insurance Pool	Pool d'assureurs	Assurance agricole
Kenya	PharmAccess Kenya	ONG	Assurance maladie (soutien au régime national d'assurance maladie)
Rwanda	Radiant Insurance Company	Assureur privé	Assurance agricole
Sénégal, Kenya (multiples pays)	Pula Advisors	Insurtech	Assurance agricole
Sénégal	Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS)	Assureur public	Assurance agricole

Protection contre les pertes d'exploitation pour les petites entreprises

Les petites entreprises exposées aux risques climatiques les plus graves sont souvent les moins à même de faire face à leurs conséquences. Cette situation expose les personnes qui travaillent dans ces entreprises à de nombreux dangers, tout en compromettant la croissance économique et en aggravant les niveaux de pauvreté.

Dans un contexte où l'ampleur des pertes causées par les catastrophes naturelles ne cesse de croître, il est urgent de prendre des mesures pour les contrer. Associés à des mesures de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, les services d'assurance

peuvent jouer un rôle majeur pour réduire la vulnérabilité des communautés aux risques climatiques et pour atteindre les objectifs de développement durable.

Fortes des enseignements tirés des travaux passés dans ce domaine, l'OIT a lancé en 2021 une nouvelle phase du projet Assurance contre les risques climatiques et adaptation dans les Caraïbes avec la Munich Climate Insurance Initiative et des acteurs régionaux de poids tels que la Caribbean Climate Risk Insurance Facility. Ce projet aidera à renforcer la capacité des assureurs et des canaux de distribution à étendre la couverture aux petites entreprises et à prévenir les pertes de revenus et de moyens de subsistance causées par des conditions météorologiques défavorables.

Solutions d'assurance de biens pour le marché à faible revenu

Dans de nombreuses régions, le marché de l'assurance des biens pour les segments à faible revenu n'a commencé à émerger que récemment. C'est le cas en Afrique où, selon l'[État des lieux de la micro-assurance 2021](#), seuls 4 % des produits déclarés couvraient les biens, contre 24 % pour les produits obsèques et 18 % pour les produits vie. Pourtant, il est évident que posséder une assurance de biens offrant une protection contre les incendies, les inondations, le vol et d'autres risques est nécessaire, surtout au regard de l'augmentation des risques liés au changement climatique.

Pour remédier à la pénurie de solutions d'assurance adaptées, l'OIT collabore avec Habitat for Humanity et la Swiss Capacity Building Facility pour fournir une assistance technique à Britam, un assureur kenyan, afin de [concevoir et de tester de nouveaux produits et modèles de distribution](#).

Les études de marché ont révélé que la demande d'assurance habitation de la part des personnes à faible revenu restait faible pour plusieurs raisons, notamment le manque de sensibilisation, le coût perçu, la complexité du produit et l'utilisation de stratégies alternatives pour faire face aux risques de dommages. Cependant, une raison essentielle est la faible proportion de propriétaires au sein de la population cible ; dans les zones urbaines du Kenya, la plupart des personnes à faible revenu louent leur maison ou leurs locaux commerciaux. Faute d'être propriétaires, les locataires n'accordent pas de priorité à l'assurance habitation et n'en ressentent pas le besoin. En outre, ce marché souffre d'un manque de sensibilisation à l'existence de tels produits et d'un manque d'offre de produits adaptés.

Pour les petites entreprises, d'autres facteurs ont un effet dissuasif, comme le sentiment que les agents de sécurité et la vidéosurveillance offrent une meilleure protection contre le vol que l'assurance et à moindre coût, même si ces mesures ne protègent guère contre les incendies et les inondations. Des recherches ont cependant révélé que presque tous les produits d'assurance de biens ciblant le marché des faibles revenus actuellement disponibles étaient conçus pour les petites entreprises. Malheureusement, le COVID-19 a réduit la visibilité de l'assurance de biens et l'a fait passer au second plan pour la plupart des gens ; pourtant les risques de dommages aux biens subsistent et peuvent être aussi dévastateurs

que la maladie ou le décès d'un membre de la famille, en arrachant les familles à leur habitation et en provoquant la faillite des petites entreprises. Malgré les obstacles, les acteurs du secteur voient un potentiel dans le marché actuellement inexploité de l'assurance de biens pour le segment à faible revenu, en particulier à moyen et long terme.

En 2021, nous avons approché de nombreux partenaires potentiels et participé au lancement d'un produit pilote avec la SMEP Microfinance Bank au Kenya. Une des premières constatations est que les produits combinés sont plus susceptibles d'être adoptés par les partenaires et les consommateurs émergents. Par ailleurs, les partenariats sont essentiels, et il est donc nécessaire de combiner des canaux de distribution traditionnels, tels que les banques et les institutions de microfinance, et des canaux alternatifs, tels que les plateformes fintech et les associations professionnelles organisées.

2.2 Développement du marché de l'assurance

Après avoir testé des produits et des processus innovants avec les assureurs et d'autres parties prenantes, nous nous employons activement à la promotion des enseignements et connaissances tirés de ces expériences auprès du secteur dans son ensemble, par le biais de diverses activités de développement du marché, notamment la collaboration avec des associations d'assurance et l'animation de communautés de pratique, et par le biais de diverses formations.

Partenariats avec les associations d'assurance pour le développement du marché

En 2021, nous avons poursuivi nos actions de développement de marchés d'assurance inclusifs et responsables en Amérique latine avec le [soutien de la Prudential Foundation](#). Au Mexique, nous nous sommes joints à l'association d'assurance du pays, Asociación Mexicana de Instituciones de Seguros (AMIS), pour mener des études, des sessions de formation et des ateliers axés sur les solutions numériques et l'assurance pour les PME. En Colombie, nous avons travaillé avec l'association d'assurance Federación de Aseguradores Colombianos (Fasecolda) et la Banca de las Oportunidades pour élaborer une feuille de route en vue de la mise en place d'une



assurance rurale inclusive. Ce travail a été mené en consultation avec les assureurs, les organismes gouvernementaux et d'autres parties prenantes. La mise en œuvre de cette feuille de route a débuté en 2021 par des ateliers et des sessions de formation sur l'assurance indicielle, la création d'une base de données de clients ruraux et des ateliers de conception de produits visant à générer des solutions d'assurance innovantes.

Notre travail avec les associations d'assurance d'Amérique latine a mis en évidence leur rôle central dans le rapprochement des assureurs, du gouvernement et des leaders de la société civile afin de créer une dynamique en faveur de marchés d'assurance plus inclusifs. En septembre, nous avons organisé un webinaire en partenariat avec le Microinsurance Network et la Fédération interaméricaine des associations d'assurance (FIDES) pour partager l'expérience de ces associations. Plus de 100 personnes ont participé à cet événement.

Une communauté de pratique : des assureurs intéressés par le ciblage des femmes

Comblar l'écart entre les femmes et les hommes en matière de participation à l'économie sera le moteur de la croissance des entreprises et des économies, et améliorera la vie des familles et des communautés. Alors que dans le monde entier, les femmes ont des revenus en hausse et un pouvoir d'achat accru, elles restent néanmoins un segment mal servi par les services financiers, dont l'assurance. C'est ce que l'on appelle souvent « l'écart de protection entre hommes et femmes », qui touche tous les groupes socio-économiques.

La pandémie de COVID-19 a aggravé les difficultés rencontrées par les femmes et les PME détenues par des femmes dans leurs efforts de gestion des risques et de sécurité financière. Il est nécessaire que les femmes puissent accéder à un éventail de produits plus large pour pouvoir profiter des solutions de gestion des risques, y compris à l'assurance pour leurs entreprises. C'est une dimension importante, car la capacité à assumer plus de risques permet de prendre des décisions commerciales plus audacieuses, ce qui peut à son tour conduire à une augmentation des revenus. Il est donc essentiel pour les femmes de pouvoir gérer les risques professionnels et personnels par des instruments adaptés, dans la même mesure que les hommes.

En collaboration avec l'International Finance Corporation (IFC), nous avons **créé une communauté de pratique (CoP)** vouée à (a) réduire l'écart de protection entre hommes et femmes, par un meilleur service destiné aux femmes, et (b) créer des approches ciblées pour mieux servir les femmes non seulement en tant que clientes, mais aussi en tant qu'employées. De cette manière, les assureurs peuvent se différencier et devenir des employeurs de choix pour les femmes sur leurs marchés respectifs.

La CoP a été **lancée en avril 2021** avec 20 entreprises d'assurance et insurtech soigneusement sélectionnées, originaires de 17 pays, qui ont posé leur candidature en expliquant les raisons de leur participation. Au lancement de la CoP, chaque organisation participante a pris des engagements visant à mieux servir le segment des femmes. Pour les aider à progresser, l'OIT et l'IFC ont organisé trois webinaires non publics : sur les études de marché, la conception de produits centrés sur l'humain et les partenariats. Un dernier webinaire, sur les sinistres et le service client, sera organisé en 2022. Les résultats obtenus par les participants à la CoP ainsi qu'une boîte à outils sur l'assurance des femmes seront diffusés en 2022.

Renforcement des capacités en assurance

Notre programme complet de renforcement des capacités en assurance vise à promouvoir les bonnes pratiques et les enseignements tirés de nos projets d'innovation au fil des ans. Au niveau local, nous nous associons à une sélection d'instituts de formation en assurance, qui bénéficient de notre programme de renforcement des capacités pour proposer une offre de formation durable sur l'assurance inclusive à leur marché. Au niveau mondial, nous offrons la formation en ligne « L'assurance au service du développement » (voir Encadré 6), qui réunit des participants et des experts du monde entier pour discuter des moyens de développer les régimes d'assurance qui contribuent au développement social et économique. En combinant soigneusement nos interventions aux niveaux local et mondial, nous cherchons à construire un modèle durable de renforcement des capacités qui intègre des formations pratiques sur le terrain et un programme formel bien structuré au niveau international.



Promotion



Documentación

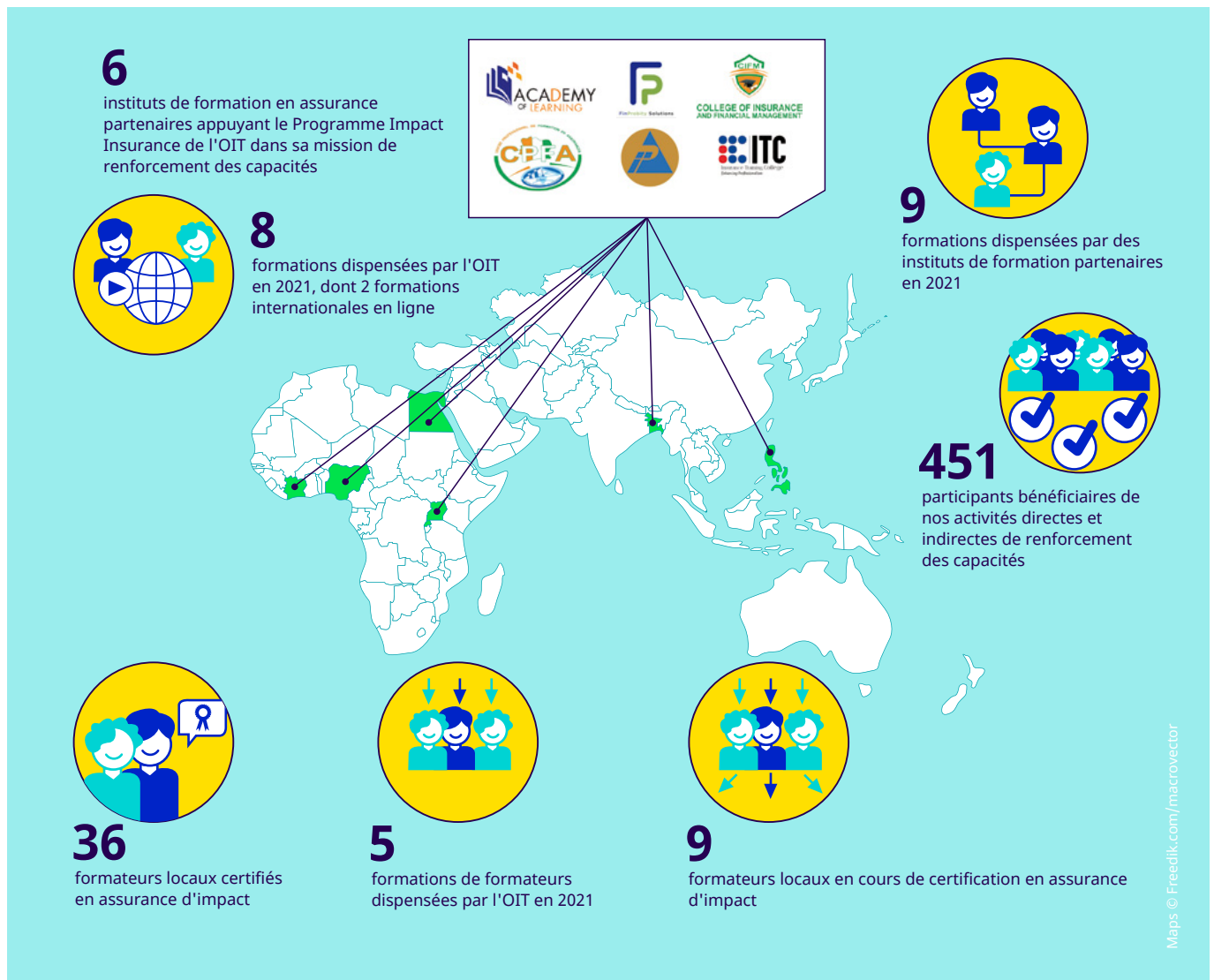


Promotion

La pandémie de COVID-19 ne nous a pas empêchés de poursuivre nos travaux. En 2021, notre programme de renforcement des capacités s'est enrichi d'un nouveau partenaire local – le Financial Services Institute (FSI) d'Egypte. Avec le soutien de la GIZ (l'agence allemande de développement international), le Programme Impact Insurance

de l'OIT a commencé à renforcer les capacités de neuf formateurs du FSI, dans le but de les rendre totalement indépendants d'ici fin 2022. Parallèlement, nous avons poursuivi nos activités de formation dans d'autres pays. Nos chiffres parlent d'eux-mêmes (voir Figure 13).

Figure 13. En chiffres : notre programme de renforcement des capacités en assurance d'impact



► Encadré 6. L'assurance au service du développement

Forte du succès rencontré en 2020, notre formation en ligne de cinq semaines, « L'assurance au service du développement », s'est poursuivie en 2021, mais cette fois en deux versions : une en anglais et une en espagnol (destinée aux participants d'Amérique latine – première initiative de ce type pour la région !).

Les deux formations *Insurance for Development* (en anglais) et *Seguros para el Desarrollo* (l'édition espagnole) ont remporté un grand succès, réunissant plus de 120 participants de 53 pays. Ce résultat prouve que les acteurs du secteur de l'assurance (y compris les canaux de distribution et les régulateurs) sont très désireux de comprendre comment ils peuvent contribuer à l'agenda du développement, surtout si cette contribution est en ligne avec leurs objectifs commerciaux. Voici quelques témoignages de nos participants à la formation :

« Une formation très didactique, dispensée par des professionnels très qualifiés ayant une grande expérience dans ce domaine. De plus, les forums offrent un excellent moyen d'interagir avec les autres participants et de connaître leurs différentes expériences, ainsi que la situation dans d'autres régions du monde. Une expérience extrêmement précieuse. »

— Gissella Dayanara Fiestas Mogollón, *Caja Piura, Pérou*

« Ce que je retiens de cette formation, c'est qu'il n'y a pas de solution unique pour l'offre d'assurance d'impact, mais qu'il existe des cadres et des techniques éprouvés qui aident à trouver la solution. Il s'agit de poser les bonnes questions, d'établir des partenariats avec les bonnes organisations, de s'appuyer sur les travaux existants réalisés dans le monde entier et de les transposer dans les contextes locaux. Surtout, il est essentiel de comprendre le client et ses difficultés pour créer un bon produit. »

— Sauvik Dey, *GIZ, Inde*

« Ce que j'ai retenu de la formation sur l'assurance pour le développement, c'est l'importance de la réflexion sur la conception pour améliorer la valeur pour le client et la gestion des sinistres et pour accroître la valeur ajoutée pour l'entreprise. Cet enseignement aura un impact sur notre méthodologie de conception de produits en nous poussant à utiliser des études de marché... pour garantir aux clients une expérience fluide. »

— Oluwatoyin Alao, *AXA Mansard, Nigeria*

« La formation m'a fait réaliser la dimension mondiale de la micro-assurance. En assistant aux webinaires, j'ai eu l'impression de faire un tour du monde chaque semaine en écoutant les membres du groupe qui venaient de pays avec lesquels je n'avais jamais eu de contact auparavant. Leurs expériences étaient toujours très intéressantes à entendre. »

— Dally Dalisay, *AXA, Philippines*

« J'ai mieux compris pourquoi nous sommes confrontés à certaines difficultés dans mon programme de micro-assurance santé. Les différents modules m'ont incité à réfléchir aux stratégies que mon équipe pourrait adopter pour mettre en œuvre de meilleures pratiques susceptibles d'améliorer notre programme d'assurance, à commencer par définir et concevoir des produits qui ont une forte valeur pour nos clients. »

— Atohm bom Yuh George, *Bamenda Ecclesiastical Province Health Assistance (BEPHA), Cameroun*

Rien n'aurait été possible sans le soutien de nos sponsors et partenaires : Initiative Accès à l'assurance, InsuResilience Investment Fund, Munich Re Foundation, Microinsurance Network, Milliman et le CIF-OIT de Turin en Italie. Nous vous sommes infiniment reconnaissants d'avoir cru en ce projet.



3. Investissement durable

Dans le cadre de notre travail sur l'investissement durable, nous avons continué à nous concentrer sur les défis auxquels la pandémie de COVID-19 a confronté les investisseurs et les entreprises dans lesquelles ils investissent. Mais il était impossible d'ignorer que cette urgence mondiale venait aussi aggraver les conséquences du changement climatique dans plusieurs régions. C'est pourquoi nous avons décidé d'accroître nos efforts pour soutenir le travail des investisseurs d'impact dans le domaine du financement d'une transition juste. Cette approche vise à prendre en considération la situation des travailleurs et de leurs communautés alors que le secteur financier tente de faire évoluer les économies vers la neutralité carbone.

3.1 Collaboration avec les investisseurs

Conseil en investissement durable auprès de l'AATIF. 2021 marque notre dixième année de collaboration avec le [Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique](#) (AATIF) destinée à promouvoir l'investissement durable au sein des chaînes de valeur agricoles dans toute l'Afrique. À la fin de l'année 2021, cette initiative conjointe est entrée dans une nouvelle phase, au cours de laquelle l'OIT soutiendra le Fonds et ses institutions partenaires en tant que conseiller en investissement durable jusqu'en 2024.

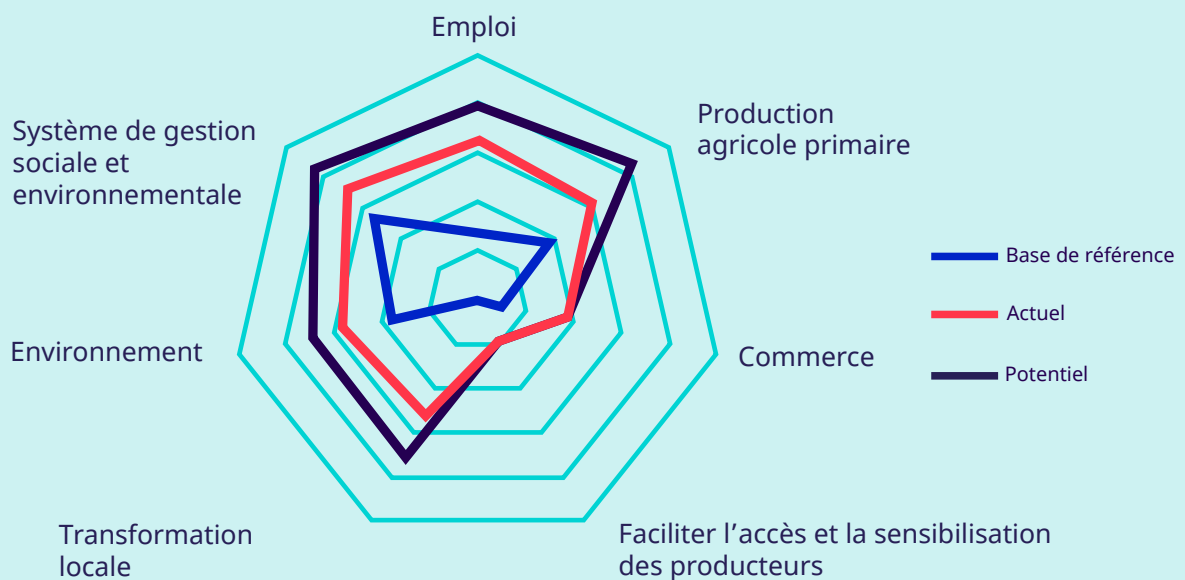
L'année écoulée a été largement consacrée au test des outils de mesure d'impact de l'AATIF. Le principal outil est l'étoile à sept branches (voir Figure 14), que nous avons appliquée à de nombreux processus du Fonds en 2021, y compris la sélection des institutions partenaires, leur contrôle préalable et leur suivi, et que nous avons également utilisée pour examiner l'ensemble du portefeuille sur toutes les dimensions d'impact. Cet examen permet au Fonds de rééquilibrer son portefeuille en fonction des impacts recherchés. Pour la première fois, nous avons utilisé l'outil dans le [rapport annuel 2020/2021 de l'AATIF](#) pour illustrer l'impact de ses institutions partenaires.

Les recherches menées avec les bénéficiaires des investissements ont validé l'approche à triple objectif de résultat adoptée par le Fonds. Les résultats des évaluations préliminaires de trois entreprises en [Zambie](#) et en [Tanzanie](#) ont mis en

évidence l'importance de l'apport de capitaux à certaines étapes cruciales : il a permis d'assurer la croissance, de créer de nouveaux emplois et d'augmenter la productivité. Nous allons continuer à suivre les effets indirects attendus sur le revenu et le bien-être des familles.

En [Côte d'Ivoire](#), le Fonds a réalisé une première évaluation rapide portant sur un investissement à court terme dans une institution financière, qui s'est caractérisée par une courbe d'apprentissage abrupte. Elle nous a rappelé la nécessité de se donner du temps pour permettre à l'impact indirect sur le développement de se matérialiser. Elle a également montré que les investisseurs d'impact peuvent, s'ils sont impliqués, soutenir la croissance des institutions financières et encourager les prêts sectoriels, tout en améliorant les systèmes de gestion de la durabilité.

Figure 14. Impacts de l'AATIF





Les résultats sont résumés dans quatre nouveaux Impact Briefs, qui sont accessibles dans la [rubrique du site web de l'AATIF sur la mesure de l'impact](#). Les évaluations de 2021 apportent de nouvelles preuves que les investissements qui poursuivent une mission de développement durable renforcent la production, la productivité et l'emploi au niveau local et fournissent les marchés dont les producteurs ont besoin.

Contrats à impact contre le travail des enfants. En 2021, nous avons poursuivi notre travail sur les mécanismes de financement innovants. Notre principale initiative a consisté en une étude de faisabilité portant sur un contrat à impact visant à lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire – une étude qui s'inscrivait dans le cadre du projet [ACCEL Africa](#) (voir la partie 1.4). Au cours de l'année, nous avons travaillé pour affiner la sélection des initiatives présélectionnées et identifier les plus adaptées. Les interventions qui présentaient le plus grand potentiel étaient celles centrées sur la facilitation de l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les prochaines étapes seront discutées début 2022 avec les mandants de l'OIT en Côte d'Ivoire. Avec le soutien des parties prenantes locales, nous prévoyons de passer à la phase de conception, qui comprendra des visites de terrain avec des investisseurs sociaux et des bailleurs de fonds potentiels. Dans le cadre de cette phase, nous définirons également les dispositions contractuelles et de gouvernance nécessaires pour assurer le succès du lancement et de la mise en œuvre du contrat à impact.

Instrument de garantie de l'ASDI. Nous avons également entamé une nouvelle collaboration avec l'Agence suédoise de coopération internationale

au développement (ASDI). L'OIT aide l'ASDI à développer un système de suivi d'impact pour gérer et mesurer l'impact de son instrument de garantie. Outre le financement du développement et l'appui aux donateurs, l'ASDI utilise des garanties pour financer le développement durable (voir Encadré 7). Depuis dix ans, elle propose des garanties par le biais du partage des risques entre acteurs publics et privés, dans le but de mobiliser des capitaux supplémentaires. En décembre 2019, le volume garanti par l'ASDI au sein de son portefeuille actif s'élevait à près de 7 milliards de couronnes suédoises (750 millions USD), ce qui lui a permis de mobiliser près de 17 milliards de couronnes suédoises (2 milliards USD). En ciblant des secteurs spécifiques, l'instrument est bien placé pour relever des défis critiques, et la mesure de son impact dans la poursuite de cet objectif est donc une priorité absolue pour l'OIT.

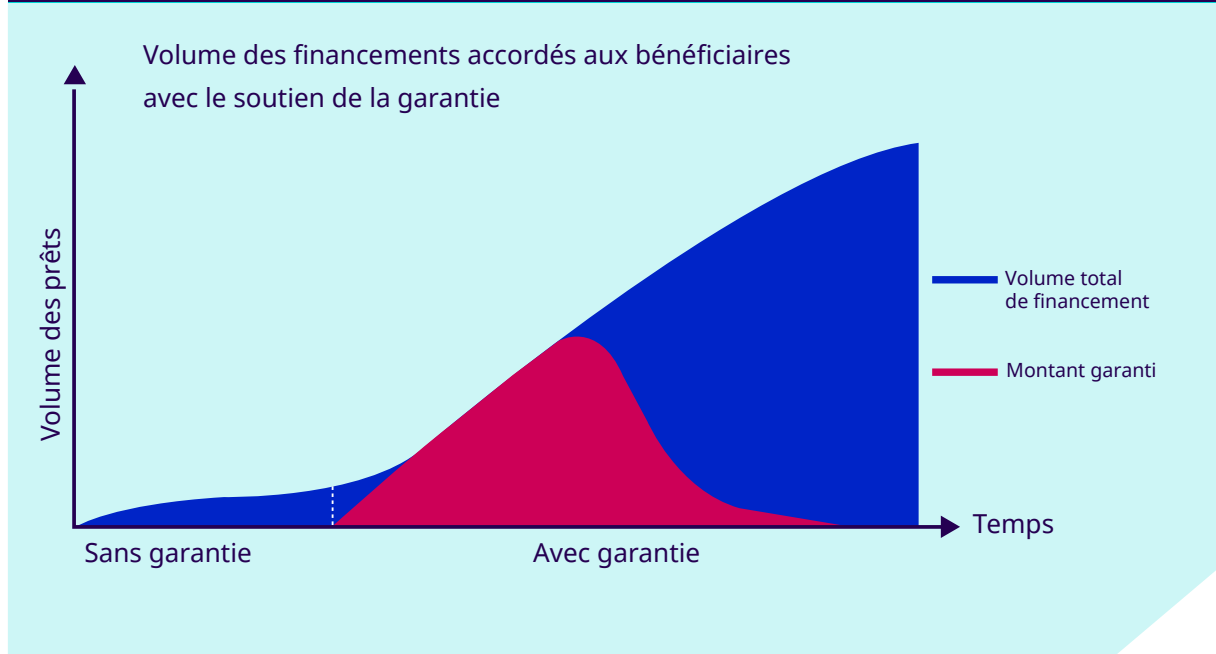
En novembre 2021, nous avons démarré le [projet](#) par un examen des politiques et procédures de l'ASDI et des entretiens avec les parties prenantes concernées. Parallèlement, nous avons lancé une étude approfondie en Bosnie-Herzégovine pour examiner l'impact direct et indirect de deux garanties accordées à une banque commerciale. L'étude porte également sur l'utilisation potentielle d'indicateurs réalistes et significatifs pour mesurer l'impact, ainsi que sur les capacités de la banque à collecter et utiliser ces données. En 2022, nous mènerons une étude similaire au Guatemala et partagerons nos conclusions et suggestions. Nous créerons le cadre de mesure de l'impact en collaboration avec l'ASDI, y compris les outils nécessaires à la collecte des données d'impact, et nous formerons le personnel de l'ASDI à les utiliser dans le futur.



► Encadré 7. Garanties financières

Une garantie financière est une forme de police d'assurance accordée au prêteur par une autre partie, en l'occurrence l'ASDI. Si l'emprunteur ne rembourse pas son prêt, le garant dédommagera le prêteur d'une partie de sa perte. L'ASDI a développé cet instrument pour couvrir les prêts destinés aux grands projets d'infrastructure et dans le but d'accroître l'accès au financement des PME qui ont des difficultés à obtenir des prêts. L'accès aux capitaux est crucial pour les PME et les communautés où elles sont implantées, car il permet de financer la croissance, de soutenir la stabilité de l'emploi, de créer de nouveaux emplois, et contribue au développement économique. Les institutions financières peuvent percevoir les prêts aux PME comme risqués, en raison de l'absence de garanties ou de leur expérience limitée en gestion d'entreprise. La garantie de l'ASDI couvre les prêts dans des secteurs clés, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, les énergies renouvelables et la santé. En partageant le risque avec l'institution financière, l'ASDI débloque des volumes importants de capitaux privés grâce à la garantie fournie, ce qui lui permet de financer des entreprises à fort impact, comme l'illustre la figure suivante.

► Encadré 7. Garanties financières (suite)



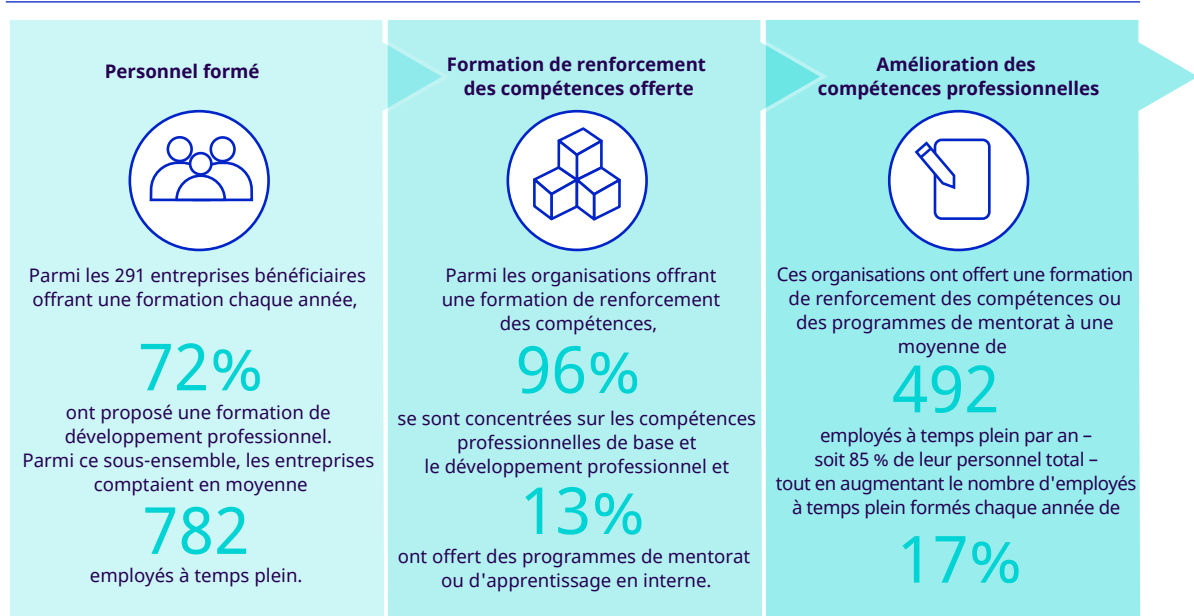
3.2 Collaboration avec les réseaux sectoriels et les organisations de soutien

Les réseaux sectoriels et les organisations de soutien sont des partenaires clés de l'OIT dans le champ de la finance solidaire, notamment dans le cadre de ses activités sur l'investissement durable.

Mesurer la qualité de l'emploi dans les organisations bénéficiaires d'investissements d'impact. En 2021, nous avons conclu notre collaboration avec le Global Impact Investing Network (GIIN) sur la mesure de la qualité des emplois parmi ses bénéficiaires d'investissements par plusieurs temps forts. Le premier temps fort a été le lancement par le GIIN de son thème *Quality Jobs*, accompagné de la publication de ses cinq stratégies et mesures d'investissement d'impact sur sa plateforme de suivi de l'impact. Ce résultat est le fruit d'un travail d'un an avec les membres

du GIIN, mené conjointement par le GIIN et l'OIT. Après le lancement, le GIIN a entrepris une étude sur *l'investissement dans les emplois de qualité* qui a analysé 867 investissements réalisés par 37 organisations, pour la plupart des gestionnaires d'actifs (voir Figure 15). Cette étude est née de la conviction des membres du GIIN que les emplois de qualité jouent un rôle central dans la réalisation des objectifs de développement mondiaux. Elle examine la façon dont les investissements ciblent les compétences professionnelles et contribuent à les améliorer dans le temps, et comment ils concourent à améliorer la santé au travail, à réduire les inégalités entre les sexes sur le lieu de travail et à augmenter les revenus.

Figure 15. De meilleures compétences professionnelles pour l'avenir



Source : GIIN, « *Understanding Impact Performance – Quality Jobs Investments* » (New York, 2021)

Sur la base de ce travail, nous avons également produit un épisode de podcast intitulé « [Pushing the frontier : impact investing for decent work](#) » avec Amit Bouri, le PDG du GIIN, comme invité. Le podcast a abordé le rôle clé du travail décent dans le développement durable, ainsi que les déficits du travail décent, mis en lumière et amplifiés par la crise du COVID-19. La discussion a mis en évidence le rôle des investisseurs dans la poursuite de l'objectif de travail décent pour tous et s'est conclue par un appel à l'action.

Recherche sur les contrats à impact social thématiques. Notre collaboration de longue date avec l'[Institut de hautes études internationales et du développement](#) de Genève s'est poursuivie cette année. Le programme Finance solidaire a soutenu un projet de recherche visant à produire un état des lieux des contrats à impact thématiques. Ces dernières années, l'émission de contrats à impact écologique, social et durable a considérablement augmenté. Le projet de recherche a cherché à déterminer si ces contrats atteignaient les objectifs visés et s'il était possible d'intégrer davantage le travail décent dans ces instruments. La recherche a montré qu'il existait un potentiel de mobilisation visant à améliorer les normes et les pratiques, y compris en renforçant les considérations de genre dans les cadres régissant ces instruments, qui seront explorés plus en détail par le programme Finance solidaire en 2022.

Nous avons également poursuivi notre collaboration avec des chercheurs de la Haute école spécialisée de Berne, qui ont évalué cinq contrats à impact axés sur l'emploi. Cette collaboration est très opportune : ces dix dernières années ont en effet vu le développement des instruments de financement du développement basés sur les résultats. Les impacts sur l'emploi suscitent en particulier beaucoup d'attention, puisque 24 % des contrats à impact actifs se concentreront sur les résultats en matière d'emploi et de formation en 2021. Aucun autre domaine d'impact n'attire autant de financements basés sur les résultats.

En décembre 2021, nous avons co-organisé l'événement « [What are we learning from results-based approaches to financing employment outcomes ?](#) » (Quels sont les enseignements des approches basées sur les résultats en matière de financement de l'emploi ?) avec des intervenants de l'Université de Syracuse, de la Haute école spécialisée de Berne, du King's College London et du Secrétariat d'État suisse à l'économie. Les intervenants ont partagé les résultats de leurs recherches sur les contrats à impact social en Europe et en Amérique latine et ont élargi la discussion à la place du financement basé sur les résultats dans les marchés publics et à ses implications pour l'élaboration des politiques.



Promotion



Apprentissage



Les réseaux sectoriels et les organisations de soutien sont des partenaires clés pour notre travail.

Financement de la transition juste. Nos travaux sur le changement climatique et le financement d'une transition juste, menés en collaboration avec nos collègues du programme des emplois verts de l'OIT, ont connu un véritable développement en 2021. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow en novembre 2021 (COP26), plus de 30 pays ont signé la [Déclaration pour une transition juste](#). L'OIT a joué un rôle clé dans la rédaction de cette déclaration au sein du Conseil de transition énergétique de la COP26. Tout au long de la COP26, le rôle des entreprises et du financement privé dans la lutte contre le changement climatique, parallèlement aux politiques et actions du secteur public, a été bien davantage souligné que lors des sommets précédents.

Sur la base des connaissances développées par l'OIT sur la transition juste au fil des ans, notre travail avec le secteur financier s'est intensifié en 2021, avec le lancement de deux rapports dressant un état des lieux des activités bancaires et d'investissement dans le domaine du financement de la transition juste. Partant du constat que le sujet n'est pas encore largement adopté par les normalisateurs et les praticiens, les rapports visent à exposer les cadres existants, ainsi que les approches préliminaires et les pratiques émergentes déjà utilisées par les acteurs du secteur financier pour financer une transition juste,

et à les intégrer dans les recherches universitaires existantes et les efforts politiques plus larges. Les rapports seront publiés en 2022.

Développement des ressources humaines. Les employés sont le principal atout de tout prestataire de services financiers. Ils sont le « visage » de l'institution et le garant quotidien de relations saines avec les clients et de la qualité de la prestation de services. Plus la fonction de développement des ressources humaines d'une institution est forte, plus sa capacité à offrir des emplois de qualité et des services financiers qui fonctionnent – non seulement pour les clients et les entrepreneurs, mais aussi pour la société – est grande. En collaboration avec la Social Performance Task Force, nous avons organisé en 2021 une série de séminaires en ligne sur la manière dont les prestataires de services financiers peuvent attirer, intégrer, préparer, soutenir et motiver leurs employés dans un environnement commercial en constante évolution. Les thèmes de ces webinaires étaient les suivants (en anglais) :

- ▶ [Aidez vos employés à s'adapter à la transformation numérique](#)
- ▶ [Développez les capacités de vos employés pour accomplir votre mission sociale](#)
- ▶ [À l'écoute de vos employés : une stratégie commerciale](#)

3.3. Collaboration avec la famille des Nations Unies

Financement du développement. En 2020, les Premiers ministres du Canada et de la Jamaïque et le Secrétaire général des Nations Unies ont lancé l'[Initiative sur le financement du développement à l'ère du COVID-19 et au-delà](#) afin d'identifier et de promouvoir des solutions de financement concrètes pour faire face à l'urgence sanitaire et de développement provoquée par le COVID-19. Cette initiative a débouché sur un ensemble d'options politiques soumises à l'examen des États membres. En 2021, le Secrétaire général a réparti les options politiques en six groupes, et les agences des Nations Unies ont été invitées à entreprendre une analyse plus approfondie et à coordonner les agences, fonds, programmes et bureaux du Secrétariat des Nations Unies qui souhaitaient travailler de façon plus détaillée sur leur conception et leur financement. L'OIT est le coordinateur du groupe 2, sur le rétablissement socio-économique, qui appelle à une action en faveur de l'emploi, de la protection sociale, de l'égalité des sexes, des enfants et des jeunes, de la santé et de l'éducation, dans le cadre du respect des droits de l'homme. Le programme Finance solidaire a apporté sa contribution technique aux rapports et aux consultations organisées tout au long de l'année, notamment en concertation avec les mandants de l'OIT. Nous sommes prêts à soutenir la mise en œuvre par les pays au cours de l'année à venir.

Fonds ODD. Le [Fonds commun des Nations Unies pour les ODD](#) ayant intensifié ses opérations en 2021 dans le domaine du financement du développement, nous avons renforcé notre participation à ses travaux. La contribution du programme Finance solidaire au Fonds a principalement consisté à (a) soutenir ses efforts de renforcement des capacités dans l'ensemble du système des Nations Unies et (b) à rejoindre le groupe d'experts chargé d'évaluer les propositions soumises au Fonds.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, plusieurs événements ont été organisés en 2021 pour assurer un partage des connaissances entre les équipes pays des Nations Unies sur des sujets liés au financement du développement. L'OIT, en collaboration avec l'UNICEF, a co-organisé un webinaire présentant des outils et fournissant des conseils pratiques et des exemples sur les moyens

de contribuer à combler les écarts financiers dans le secteur social et à atteindre les groupes vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Le programme Finance solidaire a présenté une étude de cas lors de deux sessions de renforcement des capacités sur le financement mixte pour les équipes pays de l'ONU, auxquelles ont assisté près de 50 collègues de l'ONU à travers le monde.

Par ailleurs, le programme Finance solidaire a rejoint deux panels pour évaluer les propositions soumises au Fonds. Le premier a procédé à l'évaluation des interventions présélectionnées lors de l'appel précédent sur le [financement des ODD](#). Les interventions avaient reçu une assistance technique supplémentaire en 2021, ce qui a permis d'améliorer les propositions. Le second panel a évalué les propositions du nouvel appel visant à combler le déficit de financement pour atteindre les objectifs de développement durable dans les [petits États insulaires en développement](#) par le biais de politiques intégrées ou de cadres de financement.

Financement du travail décent. En 2021, nous avons porté la formation en ligne « [Financement du travail décent](#) » à un niveau supérieur. Suite au lancement de la formation en 2020, le CIF-OIT, Partnering for Development (PARDEV) et le programme Finance solidaire ont produit trois versions (en anglais, espagnol et français), touchant plus de 140 participants dans 63 pays. Conçu pour les mandants de l'OIT, ce programme comprend des modules d'auto-apprentissage et une série de webinaires. Il couvre les évolutions actuelles du financement du développement, y compris les cadres de financement nationaux intégrés et d'autres initiatives dirigées par les Nations Unies, tout en fournissant une introduction aux mécanismes de financement. La formation devrait renforcer la capacité de nos mandants à intégrer le travail décent dans le financement des objectifs de développement durable.

Building Bridges. Pour la deuxième fois, la famille des Nations Unies, le secteur financier et les autorités publiques ont organisé la [semaine Building Bridges](#) à Genève. L'objectif de l'événement était de jeter des ponts entre les organisations des Nations Unies et le secteur financier autour d'une vision commune du développement durable et des moyens les plus efficaces de le concrétiser. L'événement a rassemblé 1450 personnes issues du secteur financier, du système des Nations Unies





Organisation
internationale
du Travail

■ A l'heure où nous nous efforçons de surmonter l'impact de la pandémie de COVID-19 tout en luttant contre le changement climatique, la communauté internationale et le secteur financier doivent revoir l'orientation des flux financiers pour s'assurer que nous ciblons ce qui est vraiment fondamental pour la durabilité, notamment la création d'emplois, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de la résilience.

Guy Ryder

Directeur général de l'OIT



et d'organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que des représentants des gouvernements et du monde universitaire, réunissant un large éventail de compétences dans les domaines de la finance et du développement durable. L'OIT a eu le plaisir d'y prendre part et d'organiser des événements pendant cette semaine.

Le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, ainsi que la Directrice générale adjointe des Nations Unies, Amina Mohammed, le Conseiller fédéral de la Confédération suisse, Ueli Maurer, et le Président de Swiss Sustainable Finance, Patrick Odier, ont ouvert la semaine avec le Building

Bridges Summit, qui a réuni 500 personnes. Guy Ryder a [appelé le secteur financier](#) à jouer un rôle moteur dans l'accélération de la transition vers un système financier plaçant la durabilité au centre et soutenant la réalisation des objectifs de développement durable.

Au cours de la semaine d'événements, l'OIT a co-organisé deux sessions qui ont souligné le rôle que le secteur financier pourrait jouer en faveur de l'agenda du travail décent. Ces sessions ont donné lieu à plusieurs réflexions intéressantes, qui sont résumées dans l'Encadré 8.



► Encadré 8. Réflexions issues des panels organisés par l'OIT lors de la conférence Building Bridges 2021

Messages clés extraits de notre première session, « *Leveraging the financial sector to achieve decent work for all* », avec des intervenants de l'OIT, d'une agence de développement (SECO), d'une société insurtech (CelsiusPro), d'un investisseur d'impact (OBVIAM) et d'un gestionnaire d'actifs (Ethos Foundation) :

- (a) Le secteur financier peut utiliser son influence sur les entreprises dans lesquelles il investit à des fins bénéfiques.
- b) Le travail décent est multidimensionnel, et les manques dans ce domaine varient selon les pays et les secteurs. Par conséquent, il peut être difficile de mesurer l'impact sur le travail décent. Les acteurs du secteur financier utilisent diverses stratégies, en fonction des types d'investissements qu'ils réalisent ou des produits financiers qu'ils proposent. Une stratégie courante pour promouvoir le travail décent consiste à travailler avec les bénéficiaires des investissements pour résoudre les problèmes de conformité.
- c) La collaboration entre les différentes parties prenantes, à savoir les gestionnaires et propriétaires d'actifs, les organisations des Nations Unies, les agences de coopération au développement et les gouvernements, chacune dotée de sa propre expertise, peut accroître l'impact sur le développement. Les organisations des Nations Unies comme l'OIT ont un rôle important à jouer dans la définition de normes, le renforcement des capacités du secteur financier, la réalisation d'études, la diffusion des connaissances et la collaboration avec les décideurs politiques sur les questions de travail décent afin de guider le secteur financier.

Messages clés de notre deuxième session, qui a réuni des représentants travaillant dans le financement du développement, le secteur bancaire privé, la gestion des investissements et dans des ONG pour discuter des moyens pour le *secteur financier de contribuer à une transition juste* vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, en examinant le croisement des dimensions environnementales et sociales de la transition vers l'économie verte :

- (a) La session a mis l'accent sur l'impact de la transition vers une économie verte sur l'emploi, sur le potentiel de décarbonation équitable et inclusive de l'économie, et sur le rôle du secteur financier pour y parvenir.
- b) Les intervenants ont montré comment leurs organisations respectives avaient commencé à intégrer des éléments de l'approche de transition juste dans leur prise de décision, présentant entre autres la boîte à outils des institutions de financement du développement de la CDC et les instruments à disposition des banques du secteur privé, telles que NatWest et Société Générale, ainsi que BlueOrchard, Mirova et ODDO BHF Asset Management.
- c) Les intervenants ont exposé plusieurs difficultés qui freinent l'intégration efficace des principes de transition juste dans les processus d'élaboration des stratégies et de prise de décision, et ont réfléchi aux moyens de les surmonter en collaborant avec des pairs du secteur et des experts du sujet.
- d) La World Benchmarking Alliance, une organisation indépendante qui s'efforce de créer une dynamique autour de la mesure de l'impact des entreprises sur le développement durable, et de l'encourager par des mesures incitatives, a présenté son approche d'évaluation et de benchmarking des efforts de transition juste des entreprises. La méthodologie et les résultats de l'évaluation initiale fournissent aux acteurs du secteur financier quelques réponses au défi le plus fréquemment mentionné – la rareté et la difficulté d'accès aux données et indicateurs pertinents.

► Perspectives pour 2022

► Expérimenter

► Apprendre

► Documenter

► Promouvoir

► ► ►



Inclusion financière



Expérimenter

- Tester un nouveau modèle d'intervention pour aider les prestataires de services financiers à servir les réfugiés et les communautés d'accueil dans les régions reculées du Soudan
- Tester et analyser de nouveaux moyens de dispenser des messages d'éducation financière par le biais de mécanismes de diffusion innovants
- Lancer des projets pilotes pour favoriser le paiement numérique responsable des salaires en remplacement du paiement en espèces au Cambodge, Indonésie, Kenya, Mexique, Pérou et Philippines
- Lancer un nouveau programme avec le PNUD pour étudier comment les prestataires de services financiers peuvent faciliter et encourager la formalisation des entreprises informelles



Documenter

- Publier les conclusions des évaluations portant sur le paiement numérique des salaires pour le travail décent
- Documenter l'expérience des prestataires de services financiers qui diversifient leur portefeuille de produits pour servir les réfugiés et leurs communautés d'accueil en Ethiopie, au Kenya, au Soudan et en Ouganda
- Publier des fiches d'information et des études de cas pour présenter l'impact et les enseignements tirés du projet d'inclusion financière PROSPECTS de l'OIT en Irak



Promouvoir

- Lancer le site web du Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent, doté d'une plateforme de connaissances
- Organiser une série de séminaires en ligne sur le paiement numérique responsable des salaires
- Dispenser les cours d'éducation financière de l'OIT aux communautés déplacées de force et aux communautés d'accueil, aux travailleurs migrants, aux femmes, aux jeunes, aux travailleurs ruraux, aux entrepreneurs et aux MPME dans plus de 20 pays
- Dispenser la formation à la conception de programmes d'éducation financière aux décideurs politiques afin de renforcer les capacités des parties prenantes au niveau macro à élaborer de meilleures stratégies nationales d'éducation financière



Assurance d'impact



- ▶ Lancer des projets avec cinq partenariats public-privé visant à améliorer la gestion des risques en Afrique
- ▶ Tester de nouvelles approches permettant aux prestataires de services financiers de favoriser leur propre résilience et celle de leurs clients



- ▶ Publier un guide pratique pour les assureurs sur les moyens de servir le segment de marché des femmes, fondé sur les expériences de la communauté de pratique OIT-IFC



- ▶ Publier une revue des contributions du secteur de l'insurtech à l'assurance d'impact
- ▶ Synthétiser les enseignements sur les services financiers permettant une gestion intégrée des risques



- ▶ Lancer un nouveau partenariat de renforcement des capacités en assurance avec le Mécanisme d'assurance et de financement des risques du PNUD
- ▶ Organiser des sessions de formation à la gestion des risques et à l'assurance pour les MPME en Égypte
- ▶ Organiser la troisième édition en anglais et la deuxième édition en espagnol de la formation en ligne sur l'assurance pour le développement



Investissement durable



- ▶ Mobiliser les investisseurs sur la question du changement climatique et du financement de la transition juste afin de développer un éventail de solutions efficaces



- ▶ Développer des outils et des processus efficaces permettant aux fonds de garantie de contribuer à l'agenda du développement
- ▶ Lancer l'outil d'auto-évaluation des systèmes de gestion de la durabilité pour les banques de développement et autres institutions financières
- ▶ Identifier des approches de collaboration innovantes avec les investisseurs pour accélérer l'élimination du travail des enfants



- ▶ Documenter l'impact de l'AATIF sur ses bénéficiaires d'investissements
- ▶ Fournir un soutien continu au Fonds commun des Nations Unies pour les ODD
- ▶ Publier un document de travail sur la mise en œuvre de stratégies d'investissement visant à soutenir les emplois de qualité



- ▶ Organiser une nouvelle édition de la formation CIF-OIT sur le financement du travail décent



© ILO, Marcel Crozet

► Suivez notre actualité



Inscrivez-vous sur nos listes
de diffusion



Visitez notre site web



Suivez notre page sur
LinkedIn

► Annexes

1. Bailleurs de fonds et partenaires



Le [partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT](#) vise à accroître la capacité des acteurs du financement agricole en Afrique à rechercher des impacts sociaux et environnementaux positifs et à mieux gérer ces impacts. Les partenaires comprennent des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui élargissent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant de petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.



Le partenariat avec l'AFD vise à [renforcer la capacité de résistance aux risques des populations à faible revenu d'Afrique subsaharienne](#). Le projet prévoit des interventions de recherche-action dans l'objectif de stimuler l'innovation afin d'améliorer l'accès à des produits d'assurance de qualité. Il intervient en renforcement des capacités auprès des partenaires et du secteur dans son ensemble et contribue à diffuser les nouveaux enseignements auprès des gouvernements et des autres acteurs concernés afin d'orienter les politiques publiques.



Grâce au soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, l'OIT a créé le [Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent](#). Le Centre cherche à résoudre le problème du paiement des salaires en espèces et à promouvoir la transition vers le paiement numérique responsable des salaires par le biais de la recherche, du développement et du partage des connaissances, du renforcement des capacités et de la promotion de solutions éprouvées. Il met également en œuvre des interventions nationales au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines, au Kenya, au Mexique et au Pérou.



Ce partenariat vise à développer un système de gestion sociale et environnementale pour le FCPB (CFC), une institution financière intergouvernementale qui investit dans des projets de développement relatifs aux produits de base dans le monde entier.



Grâce au [partenariat avec la Fondation Ford](#), l'OIT contribue à améliorer la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance parmi les agriculteurs et les travailleurs agricoles, et à promouvoir les mécanismes de sensibilisation appropriés pour leur permettre d'accéder aux programmes d'assurance gouvernementaux.



Le partenariat entre le GIIN, le CIF-OIT et l'OIT vise à développer des stratégies d'investissement d'impact pour favoriser les emplois de qualité dans le cadre du projet « Navigating impact » du GIIN.



L'OIT collabore avec la GIZ sur un ensemble d'activités, notamment le renforcement des capacités des assureurs en [Afrique](#) et en [Asie](#) dans le domaine de l'assurance inclusive, la [formation à la gestion des risques des PME](#) et, dans le cas de la GIZ au Pakistan, sur une évaluation actuarielle des régimes nationaux d'assurance maladie.



En collaboration avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, nous poursuivons notre engagement auprès de la National Health Insurance Authority (NHIA) au Ghana afin de renforcer les capacités de son personnel sur les outils analytiques existants et les données numériques.



Government of the Netherlands

Nous collaborons avec le gouvernement des Pays-Bas sur deux initiatives. Tout d'abord, le gouvernement a lancé un nouveau partenariat, [PROSPECTS](#), pour permettre aux personnes déplacées de force et à leurs communautés d'accueil de bénéficier de meilleures opportunités économiques. Le partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises de déplacement forcé, qui étudie notamment comment l'inclusion financière peut aider à améliorer les moyens de subsistance de ces populations.

Ensuite, le gouvernement néerlandais travaille avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique afin de mettre en œuvre le projet [ACCEL Africa](#). Dans le cadre de ce projet, le programme Finance solidaire étudie les services financiers innovants qui peuvent s'attaquer à certaines des causes profondes du travail des enfants, comme la pauvreté et la vulnérabilité des familles d'agriculteurs. En outre, une étude de faisabilité sur le développement d'un contrat à impact social est menée en Côte d'Ivoire dans la chaîne de valeur du cacao.



Grâce à ce [partenariat](#) avec la Fondation Grameen Crédit Agricole, l'OIT renforce la capacité des prestataires de services financiers à proposer des services de gestion des risques plus efficaces, offrant une meilleure protection aux ménages à faible revenu, aux femmes, aux petits exploitants agricoles et aux micro, petites et moyennes entreprises.



Terwilliger Center for Innovation in Shelter

En partenariat avec le *Terwilliger Center for Innovation in Shelter* d'Habitat for Humanity, nous [testons et développons de nouvelles solutions de micro-assurance habitation](#) pour les segments de marché à faible revenu et segments peu ou pas desservis, initialement au Kenya. A la suite d'un appel à candidatures, Britam Insurance Company Kenya a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre et Sarita Mohanty comme collaboratrice associée du programme Finance solidaire.



Creating Markets, Creating Opportunities

Nous [collaborons avec le programme d'assurance pour les femmes de l'IFC](#) dans le cadre d'un projet visant à sensibiliser aux besoins particuliers des femmes en assurance et à mettre en évidence les opportunités de marché pour les assureurs qui ciblent les femmes comme clientes et employées. L'objectif final est de réduire l'écart de protection entre les sexes. Les activités comprennent l'animation de la Communauté de pratique sur l'assurance des femmes mentionnée ci-dessus, qui se tient d'avril 2021 à mai 2022.



Investing in rural people

L'OIT et le [FIDA collaborent](#) pour améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres, dont les revenus dépendent de l'agriculture et d'autres activités non agricoles, en améliorant leur résilience et en renforçant leur capacité de gestion des risques.

Supported by:



Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

Ce [partenariat entre l'OIT et la Munich Climate Insurance Initiative](#) se concentre sur le renforcement des capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires), et sur la sensibilisation des consommateurs des pays cibles des Caraïbes aux produits d'assurance climatique indicelle.



L'OIT travaille avec l'ASDI à la création d'un système de suivi de l'impact pour son instrument de garantie. Nous aidons l'ASDI à intégrer des critères d'impact dans la conception et la mise en œuvre des garanties, à développer des outils de gestion et de mesure de l'impact, et à renforcer les capacités de son personnel à mettre en œuvre le système de suivi de l'impact.



L'OIT et le Mécanisme d'assurance et de financement des risques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) travaillent ensemble pour développer des marchés d'assurance plus efficaces et plus performants. Le partenariat vise à améliorer la qualité et la quantité des produits d'assurance par le biais d'activités durables de renforcement des capacités dans certains pays.

2. Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du marché



Financement de la santé



Agriculture



Partenaires de renforcement des capacités



Païement numérique des salaires



3. Partenaires de mise en œuvre

Partenaire	Description de la collaboration
Partenaires d'éducation financière	
APIF Agence publique hébergée par le ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire	Le projet vise à soutenir la mise en œuvre d'un programme national d'éducation financière ciblant les petits exploitants agricoles et leurs travailleurs dans les régions productrices de cacao. En outre, de nouveaux services financiers seront étudiés en collaboration avec le secteur financier, afin de répondre aux besoins des travailleurs agricoles.
ANDE Agence de développe- ment national en Uruguay	Partant du constat que le manque de connaissances financières était l'un des principaux obstacles au développement des activités des micro et petits entrepreneurs, ce projet visait à renforcer leurs capacités en matière d'éducation financière ainsi qu'à garantir leur compréhension et leur utilisation adéquate des services financiers. L'objectif final était de les aider à prendre des décisions financières plus éclairées pour leur entreprise comme pour leurs finances personnelles.
ANETI Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant de Tunisie	Le partenariat avec l'ANETI a été établi dans le cadre du projet ACJEMP de l'OIT, qui fournit un coaching aux jeunes pour renforcer leur employabilité sur le marché du travail. Dans le cadre de ce projet, l'OIT a apporté son soutien à l'ANETI pour diversifier son offre de services d'appui aux jeunes demandeurs d'emploi et pour intégrer le programme d'éducation financière de l'OIT dans son offre de formation.
CNAM Caisse nationale d'assurance maladie de Côte d'Ivoire	Le projet vise à accroître l'accès à l'assurance et à améliorer l'expérience globale des petits exploitants agricoles en matière de couverture maladie universelle en facilitant les partenariats avec les coopératives de cacao et les acteurs de la chaîne de valeur.
CONAMI Commission nationale du microcrédit, hébergée par le ministère du Développement social de l'Argentine	Cette collaboration entre la CONAMI et l'OIT est ancrée dans la Stratégie nationale d'inclusion financière de l'Argentine et vise à déployer conjointement le programme d'éducation financière de l'OIT à l'échelle nationale, en se concentrant spécifiquement sur les personnes en situation de vulnérabilité socio-économique. L'objectif de cette collaboration est particulièrement axé sur l'autonomisation financière des femmes et leur donne les clés pour assumer pleinement leur rôle et gérer les finances de leur famille.
FMEF Fondation marocaine pour l'éducation financière créée à l'initiative de la Banque centrale du Maroc	En 2016, l'OIT et la FMEF ont signé un protocole d'accord pour matérialiser leur collaboration et refléter leur volonté commune de promouvoir l'inclusion financière au Maroc à travers le renforcement de l'éducation financière dans le pays. Ce partenariat stratégique à long terme a pour objectif ultime de faire émerger des initiatives structurelles visant à renforcer et pérenniser le programme d'éducation financière de l'OIT dans le pays, et par-là de soutenir le développement socio-économique des différents bénéficiaires ciblés par la FMEF et l'OIT au Maroc.

Solutions intégrées de gestion des risques	
CLIMBS Assureur coopératif auprès des COOPEC Philippines	CLIMBS est un assureur coopératif qui travaille avec des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le projet proposé vise à aider trois COOPEC à mieux gérer les risques sanitaires et agricoles en combinant l'assurance aux prêts et comptes d'épargne existants.
KGFS Société financière non bancaire (SFNB) Inde	KGFS est une société financière non bancaire opérant dans quatre États de l'Inde et servant 800 000 clients. Le projet vise à améliorer sa solution numérique de gestion du patrimoine, qui utilise les données sur les clients pour définir des segments de clientèle types et concevoir des produits adaptés à ces segments. La société prévoit par ailleurs de simplifier l'offre aux clients en créant un système grâce auquel les clients effectueraient des paiements mensuels (similaires à ceux des remboursements de prêts) qui seraient ensuite affectés à un portefeuille personnalisé de produits d'épargne, d'assurance et d'investissement.
KMBI Institution de microfinance et organisation non-gouvernementale Philippines	KMBI est une institution de microfinance qui propose des prêts, des assurances, de l'épargne et des services de développement d'entreprise. Elle compte actuellement 150 000 clients. La solution qu'elle propose consiste à combiner l'assurance et les prestations gouvernementales à son produit d'épargne existant la première année, puis à introduire un produit de prêt d'urgence la deuxième année.
KOMIDA Coopérative Indonésie	KOMIDA est une coopérative bien établie qui compte 520 000 membres. Elle propose quatre produits de prêt, mais 95 % du portefeuille est constitué de prêts aux entreprises. KOMIDA aimerait effectuer une analyse de rentabilité des produits actuels de prêt/épargne et utiliser les résultats pour élaborer une stratégie produit.
PNM SFNB (propriété de l'État) Indonésie	PNM est une SFNB qui gère deux programmes de prêts gouvernementaux dont bénéficient plus de 3 millions de femmes. PNM distribue Mekaar, un prêt de groupe, aux femmes microentrepreneurs. La société souhaite introduire une version améliorée du produit (Mekaar Plus) pour inclure de l'épargne et de l'assurance. Elle fournit des services de renforcement des capacités à ses membres afin d'améliorer leurs opérations commerciales.

Partenariats public-privé pour la gestion des risques	
CNAAS Assureur public Sénégal	La CNAAS est la seule compagnie d'assurance agricole du Sénégal, détenue à 45 % par le gouvernement et à 55 % par des acteurs privés tels que des assureurs/réassureurs et des institutions financières. En s'appuyant sur son expérience réussie de mise en œuvre de projets pilotes d'assurance agricole et de fourniture d'une protection à plus de 500 000 agriculteurs, le projet vise à consolider son action et à développer une stratégie commerciale pour atteindre l'échelle et la durabilité.
Ghana Agricultural Insurance Pool Pool d'assureurs Ghana	Le GAIP a été créé en 2011 pour fournir des produits d'assurance agricole innovants et durables à toutes les catégories d'agriculteurs, renforcer les capacités du secteur en assurance agricole et diffuser des connaissances techniques à ses membres. Le projet vise à étendre la portée et l'échelle des régimes d'assurance agricole existants, à améliorer la résilience des acteurs de la chaîne de valeur et à créer une culture de l'assurance chez les petits exploitants agricoles au Ghana.
NHIA Organisme public d'assurance maladie Ghana	La NHIA gère le régime national d'assurance maladie du Ghana. Après le succès d'un projet sur la digitalisation du processus de renouvellement (qui permet aux membres de renouveler leur adhésion par le biais de leur téléphone portable), nous continuons à soutenir la NHIA dans l'utilisation des données numériques, existantes ou nouvelles, et des outils analytiques, ainsi que dans le renforcement des capacités.
PharmAccess Kenya ONG Kenya	Fondée en 2001, PharmAccess a pour objectif de promouvoir le développement de marchés de la santé inclusifs en Afrique subsaharienne. PharmAccess identifie les opportunités et les partenaires, privés et publics, nécessaires à la transformation des marchés de la santé émergents. PharmAccess fournit actuellement une assistance technique et un financement initial restreint à Marwa, un régime social d'assurance maladie créé par le comté de Kisumu. Le projet vise à soutenir PharmAccess et le gouvernement du comté de Kisumu dans la gestion de Marwa, notamment en aidant le régime à atteindre les étapes clés liées à ses principaux objectifs mentionnés ci-dessus.
Pula Advisors Société insurtech Pays multiples	Pula est une société spécialisée dans l'assurance agricole et la technologie qui conçoit et fournit des produits d'assurance agricole et numériques innovants pour aider les petits exploitants agricoles à faire face aux risques de rendement, à améliorer leurs pratiques agricoles et à renforcer leurs revenus au fil du temps. L'objectif du projet est de soutenir le travail de Pula pour accroître l'utilisation de l'assurance agricole en Afrique subsaharienne, en particulier en Afrique de l'Ouest francophone.
Radiant Insurance Company Assureur privé Rwanda	RADIANT est membre du régime national d'assurance agricole financé par le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales. RADIANT est l'un des principaux assureurs de ce régime. L'objectif du projet est d'étendre la portée du régime afin de couvrir davantage d'agriculteurs et de bétail et d'y intégrer les chaînes de valeur.

4. Supports de connaissances en 2021

Articles de blogs

- Churchill, C. [COVID-19 and Social Finance: the need for the financial sector to contribute to social justice](#), Impact Insurance (blog), 22 septembre 2021.
- Fonseca, C. [“Seguros para el Desarrollo” — reflexiones sobre la primera edición latinoamericana de nuestro exitoso curso en línea](#), Impact Insurance (blog), 4 juin 2021.
- Fonseca, C. [“Seguros para el Desarrollo” \(en español\): reflexiones sobre la primera edición latinoamericana de nuestro exitoso curso online](#), Impact Insurance (blog), 4 juin 2021.
- Programme Impact Insurance, [The year 2020 in blogs](#), Impact Insurance (blog), 28 janvier 2021.
- Programme Impact Insurance, [A series of new case briefs explores new developments in inclusive insurance from Latin America](#), Impact Insurance (blog), 6 mai 2021.
- Programme Impact Insurance, [Britam Emerging Consumers: A look at the impact of the COVID-19 pandemic and Britam’s plans for the future](#), Impact Insurance (blog), 5 octobre 2021.
- Mohanty, S. [The importance of property insurance for MSMEs](#) Impact Insurance (blog), 23 juin 2021.
- Mohanty, S. [Risk and mitigation strategies for SMEs in Kenya: insights from a webinar](#), Impact Insurance (blog), 26 octobre 2021.
- Morgan, L.; Flores Contro, J.M. [Market research: insights from the women’s market](#), Impact Insurance (blog), 25 janvier 2021.
- Morgan, L.; Flores Contro, J.M. [Product development: inclusive and complementary health insurance — Part 1](#), Impact Insurance (blog), 10 février 2021.

- Morgan, L.; Flores Contro, J.M. [Product development: inclusive and complementary health insurance — Part 2](#), Impact Insurance (blog), 15 février 2021.
- Sancheti, P. [The Social Finance Fellowship Programme — a testimonial from one of our alumni](#), Impact Insurance (blog), 25 février 2021.

Notes

- Hamed, Y.; Bentchikou, I. 2021. [Microfund for Women, experience in serving refugees and host communities in Jordan](#), Note de Finance Solidaire
- Kumar, S. 2021. [Concevoir des prêts d’urgence – l’expérience de Dvara KGFS](#), Note de Finance Solidaire
- Zegarra Aguilar, G. 2021. [ALM Seguros](#), Note de Finance Solidaire
- Zegarra Aguilar, G. 2021. [MIDAGRI](#), Note de Finance Solidaire
- Zegarra Aguilar, G. 2021. [Seguros Futuro](#), Note de Finance Solidaire

Emerging Insights

- EI177: [Concevoir le bon produit d’assurance peut contribuer à améliorer la vie des femmes](#)
- EI178: [Le meilleur de 2020](#)
- EI179: [Les économies de court terme sont tout aussi importantes que les économies de long terme](#)
- EI180: [L’assurance sportive pour favoriser l’inclusion financière en Bolivie](#)
- EI181: [Dialogues public-privé pour une assurance agricole durable](#)
- EI182: [Des partenariats innovants pour développer une clientèle d’assurance](#)

- ▶ EI183 : Faire les bons ajustements pour fournir des prêts d'urgence efficaces
- ▶ EI184 : Utiliser les bons outils de gestion des risques pour les agro-PME pour faire face au COVID-19 et à la résilience future
- ▶ EI185 : Explorer les solutions numériques au Mexique

Papers

- ▶ Abu Qaoud, T.; Alzobi, K.; Chaintreau, M.; Mvondo, J.P.; Cazacu, D.; Avrio Impact, 2021. [Promoting decent work by digitizing wages responsibly in Jordan](#)
- ▶ Gurumurthy, A.; Chami, N.; Bharthur, D. 2021. [Platform labour in search of value: A study of workers' organizing practices and business models in the digital economy.](#)
- ▶ ILO Cooperatives Unit and Social Finance Programme, 2021. [Platform labour in search of value: A study of workers' organizing practices and business models in the digital economy - Executive Summary.](#)
- ▶ Macedonia2025, 2021. [Barriers for Access to Finance for MSMEs in North Macedonia: Stock of existing data and knowledge.](#)
- ▶ Sharma, N.; Thao, K. 2021. [From cash to digital wage payments in the Philippines: Win-win for enterprises and women employees.](#)

Podcasts

- ▶ Programme Finance solidaire. [Going digital with inclusive insurance](#), Social Finance Podcast, 15 novembre 2021.
- ▶ Programme Finance solidaire. [Pushing the frontier: impact investing for decent work](#), Social Finance Podcast, 8 décembre 2021.

Pages web thématiques

- ▶ Programme Finance solidaire, [Inclusion financière pour les réfugiés et communautés hôtes](#), juin 2021.
- ▶ Programme Finance solidaire, [Changement climatique et financement d'une transition juste](#), octobre 2021

Matériels de formation

- ▶ Formation en ligne sur l'éducation financière en kirghize
- ▶ Formation en ligne sur l'éducation financière en russe
- ▶ Livret de l'apprenant en éducation financière pour les réfugiés, les migrants de retour et les communautés d'accueil en Amérique centrale
- ▶ Livret de l'apprenant en éducation financière pour les réfugiés et les communautés d'accueil en Afrique de l'Est
- ▶ Livret de l'apprenant en éducation financière pour les réfugiés et les communautés d'accueil en Irak
- ▶ Livret de l'apprenant en éducation financière pour l'économie rurale

Webinaires

- ▶ 27 janvier 2021: [The women's market: How can insurers tap into this opportunity?](#), organisé avec l'IFC
- ▶ 2 février 2021 : [Digital wage payments - Opportunities and challenges](#), organisé par l'Organisation internationale des employeurs
- ▶ 3 mars 2021 : [COVID-19 and the insurance industry: Why a gender-sensitive response matters](#), organisé avec l'IFC
- ▶ 9 mars 2021 : [From cash to digital wage payments: A win-win for enterprises and women workers in the Philippines](#), organisé avec Women's World Banking et le Bureau de l'OIT pour les Philippines
- ▶ 24 mars 2021 : [Inclusive health insurance solutions](#), organisée lors de la 6e Conférence régionale sur l'assurance inclusive en Afrique de l'Est et australe
- ▶ 5 mai 2021 : [Advancing Decent Work through Digital Wage Payments](#), organisé avec le Bureau de l'OIT pour les Nations Unies (OIT New York)
- ▶ 21 septembre 2021 : [Listening to Employees as a Business Strategy](#), organisé avec la SPTF

- 30 septembre 2021 : [Closing the health financial protection gap: expanding access to health insurance in times of crisis and beyond](#), organisé par l'Initiative Accès à l'assurance
- 13 octobre 2021 : [Developing Employee Capacity to Achieve Your Social Mission](#), organisé avec la SPTF
- 25 octobre 2021 : [Designing programmes for enhancing inclusive insurance footprint](#), organisé lors de la Conférence internationale 2021 sur l'assurance inclusive
- 27 octobre 2021 : [Lessons from successful insurance education programmes](#), organisé lors de la Conférence internationale 2021 sur l'assurance inclusive
- 28 octobre 2021 : [Insurtech for inclusive insurance](#), organisé lors de la Conférence internationale 2021 sur l'assurance inclusive
- 3 novembre 2021 : [New partnerships: developing microinsurance solutions for incremental housing](#), organisé lors de la 37e conférence de l'Union africaine pour le financement du logement
- 10 novembre 2021 : [Help Your Employees Adapt to Digital Transformation](#), organisé avec la SPTF
- 17 novembre 2021 : [Affordable health care: are MFIs being left behind](#), organisé pendant la Semaine européenne de la microfinance 2021
- 30 novembre 2021 : [Leveraging the financial sector to achieve Decent Work for all](#), organisé pendant la semaine « Building Bridges » 2021
- 9 décembre 2021 : [What are we learning from results-based approaches to financing employment outcomes?](#)

► 5. L'équipe



Edgar Aguilar
Responsable technique

Basé en Côte d'Ivoire au Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, Edgar est le point focal pour le développement du marché de l'assurance en Afrique. Il apporte également un soutien technique au projet ACCEL Africa sur l'innovation financière.



Valerie Breda
Expert technique

Valerie dirige les interventions de l'OIT visant à promouvoir la transition vers le paiement numérique responsable des salaires et coordonne le Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent.



Ekaterina Chubarova
Responsable technique

Ekaterina participe aux travaux du programme Finance solidaire en faveur du financement de la transition juste, de l'investissement durable, de la création d'entreprises et de l'économie sociale et solidaire.



Craig Churchill
Chef

Craig dirige le programme Finance solidaire de l'OIT.



Aparna Dalal
Expert en recherche

Basée à Hong Kong (Chine), Aparna dirige l'initiative de recherche et d'innovation du Programme Impact Insurance. Elle travaille principalement sur les services mobiles et la combinaison de l'assurance avec d'autres services financiers.



Camyla Fonseca
Chargée de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités

Camilla est responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.



Nalina Ganapathi
Assistante administrative
principale

Nalina soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Yousra Hamed
Expert technique

Yousra dirige le programme international de Finance solidaire sur l'éducation financière, l'inclusion financière des travailleurs migrants, des réfugiés et des contextes fragiles, ainsi que sur l'accès au financement par le biais des associations d'employeurs.



Fadia Jradi
Expert technique

Fadia est responsable de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat dans la région MENA, dans le cadre du projet PROSPECTS de l'OIT.



Margarita Lalayan
Responsable
de programme

Basée à Turin (Italie), Margarita est en charge du renforcement des capacités en finance solidaire au Centre international de formation de l'OIT, notamment des programmes de formation renommés *Making Microfinance Work*.



Mónica Mariño
Responsable technique

Mónica apporte son appui aux travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante, en particulier en travaillant sur les projets menés avec l'AATIF et le CFC.



Fernando Messineo
Libano
Responsable technique

Fernando travaille sur des questions liées à l'investissement durable et à la gestion des risques sociaux et environnementaux, notamment avec l'AATIF.



Lisa Morgan
Expert technique

Lisa est responsable des travaux du Programme Impact Insurance portant sur l'assurance santé dans les secteurs public et privé et apporte sa contribution dans les domaines de la santé mobile, de l'analyse actuarielle et du développement de la stratégie. Elle participe au mentorat des collaborateurs associés.



Mansour Omeira
Responsable de la
recherche et de la gestion
des connaissances

Mansour est responsable de la recherche et de la gestion des connaissances du Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour un travail décent.



Pranav Prashad
Expert technique

Pranav dirige le travail du Programme Impact Insurance sur l'assurance agricole, les canaux de distribution alternatifs et les services mobiles. Il est également le point focal du Programme pour le développement du marché en Asie.



Patricia Richter
Expert technique

Patricia dirige les travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante. Dans ce cadre, elle gère les collaborations de l'OIT avec l'AATIF et le CFC.



**Víctor Hugo
Sánchez Valverde**
Assistant administratif

Victor soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Joost Tijdink
Responsable de la
communication

Joost est responsable de la communication du programme Finance solidaire.

► 6. Collaborateurs associés du programme Finance solidaire



Barry Leung

Barry travaille auprès de la National Health Insurance Authority (NHIA) (Accra, Ghana).



Sarita Mohanty

Sarita travaille auprès de *Britam General Insurance* (Nairobi, Kenya).





Ce Rapport annuel présente les activités du programme Finance solidaire de l'OIT en 2021. Dans une perspective de justice sociale, le programme Finance solidaire travaille avec le secteur financier pour faciliter sa contribution à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. Dans cette perspective, il collabore avec des banques, des institutions de microfinance, des coopératives de crédit, des assureurs, des investisseurs et d'autres acteurs afin de tester de nouveaux produits, approches et processus financiers. Le Programme Impact Insurance contribue à ce travail en aidant le secteur de l'assurance, les gouvernements et leurs partenaires à concrétiser le potentiel de l'assurance en termes de développement économique et social.



Organisation
internationale
du Travail



Programme Finance solidaire
Département Entreprises
Organisation internationale du travail

4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

T : +41 22 799 8056
F : +41 22 799 6896

Email: socialfinance@ilo.org
www.ilo.org/socialfinance